



## Nous revoilà

Après quelques semaines d'absence dues à une conjoncture difficile, nous pouvons reparaître et répondre ainsi à l'attente de nos lecteurs, de nos vrais amis. Depuis le mois d'avril, nous avons quitté la cité Bergère où nous avons jeté l'ancre en 1973 et avons été chaleureusement accueillis par le Forum Francophone des Affaires (FFA) qui veut bien héberger notre journal. Nous allons, grâce à l'aide du FFA, ouvrir nos colonnes à la nouvelle rubrique « Espace économique francophone », que vous retrouverez régulièrement. Nous recevons avec plaisir tous les articles et toutes les informations que vous souhaiteriez nous faire parvenir. Ecrivez-nous. Nouvelle adresse: FFA, 3 place de la Coupole BP 98 - 94223 Charenton Cedex

# la gazette

N° 150 NOVEMBRE / DECEMBRE 2013 8 EUROS

## de la presse francophone

### Edito

## La Gazette a 40 ans



150 reprises, des esprits, dans le monde entier, ont lu La Gazette. Des mains l'ont saisie. Des sensibilités ont été émues grâce à elle et des fraternités ont été nouées. D'un pays à l'autre, des liens, des messages, des passerelles, des compassions, des espérances, des révoltes ou des enthousiasmes par son entremise fidèle, régulière. Comme une amie qu'on retrouve, une certitude familière, l'assurance qu'un combat honorable en faveur de la magnifique cause qu'est la francophonie ne cesse pas d'être mené.

Avec un tirage de 20.000 exemplaires et une diffusion dans 180 pays, elle a représenté, pour certaines communautés, la seule traduction concrète de la langue française, de sa défense et de son universalité.

La Gazette, en ce sens, a été et est bien plus qu'une publication : un fragment de civilisation, un concentré de valeurs et de principes, et d'abord ceux qui font de la liberté d'expression et de la protection des journalistes dont c'est l'arme pacifique un enjeu irremplaçable, une lutte fondamentale à remettre toujours sur le métier de l'humanisme éclairé et indépendant.

La Gazette, modeste peut-être mais immense par son influence, par le trésor dont elle est l'incarnation, a duré certes parce qu'un peu de publicité lui a donné de l'air mais surtout parce qu'une multitude de bonnes volontés techniques et rédactionnelles a sans cesse apporté son concours à son élaboration, parce qu'on ne fait jamais appel en vain à l'énergie et à l'intelligence quand elles valent la peine d'être dépensées pour la solidarité, le rassemblement et la mémoire autour d'une langue, la française qui, sans narcissisme, n'est pas n'importe laquelle mais porte en elle une morale, un art de vivre, un regard sur le monde. Il y a des défis qu'il est honorable de relever et des impuissances qui seraient honteuses.

Parler, écrire en français, c'est une société non pas secrète mais de lumière et de transparence. C'est s'adouer les uns et les autres, dans l'univers, par les mots et la grâce d'un style et d'une culture sans pareils.

La Gazette n'a jamais transigé sur son indépendance. Elle aurait pu tomber dans le partisan, flatter un dictateur ici et un autre là, s'immiscer dans le trouble et le malsain, s'abandonner aux facilités des compromissions et des complicités de toutes sortes. Elle a tenu bon parce que la francophonie n'est pas une rente ni un bénéfice mais une exigence, un service.

La Gazette fait vivre. Sa disparition serait une tragédie.

**Philippe Bilger,**  
magistrat honoraire,  
président de l'Institut de la parole

## « PRINTEMPS ARABE » : trois ans après ?

Les mutations en cours au Moyen-Orient offrent aux pays en transition une occasion historique de repenser leurs systèmes politiques, économiques et sociétaux afin de répondre au mieux aux demandes légitimes des populations et d'entrer de plain-pied dans ce millénaire commençant.

Tout a commencé, on le sait bien, en Tunisie, le 17 décembre 2010 avec le suicide tragique de Mohamed Bouazizi, jeune vendeur de légumes à la sauvette, dans la petite ville de Sidi Bouzid, un acte symbolique très fort dont l'impact a déclenché le soulèvement populaire d'une génération en quête de dignité et de justice sociale, d'une génération en mal de vivre du fait de la pauvreté et du chômage surtout parmi les jeunes et les diplômés. Cette vague de bouleversements n'a pas tardé à gagner d'autres pays en Afrique du Nord et dans le reste du Moyen-Orient...



Suite page 5 →

## Un fonds d'investissement dédié au continent africain

L'Afrique est en train de devenir un continent urbain et dense qui d'ici 2040 abritera 20% de la population mondiale avec une classe moyenne de plus de 250 millions de personnes. Ces mutations démographiques, urbaines et économiques offrent de considérables opportunités d'investissement.

Pourquoi avoir choisi de consacrer exclusivement Amethis Finance à l'Afrique ?

Amethis Finance est née de l'expérience tirée de plus de 20 ans d'investissement responsable à long terme sur le continent. L'Afrique est aujourd'hui un continent en pleine mutation. D'un espace « vide et rural » il y a 30 ans, l'Afrique est en train de devenir un continent urbain et dense qui d'ici 2040 abritera 20% de la population mondiale avec une classe moyenne de plus de 250 millions de personnes qui représentera à elle seule un marché de 2 000 Mds\$. Ces mutations démographiques, urbaines et économiques offrent de considéra-



Suite page 3 →



## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

page 2



## MÉDIAS ALGÉRIENS

Page 7



## CES « JOURNALISTES INDÉSIRABLES »

Page 10

Suite page 1 → Un fonds d'investissement dédié au continent africain

bles opportunités d'investissement.

En effet, l'Afrique a été pendant longtemps un continent dont le marché intérieur était trop faible pour permettre une émergence industrielle. Il y a trente ans, l'Afrique subsaharienne représentait moins de 300 millions de personnes, dont moins de 100 millions d'urbains dont un tiers seulement avait un pouvoir d'achat significatif, soit moins de 30 millions de consommateurs importants de Dakar au Cap !

Dans ce contexte l'activité économique du continent se caractérisait essentiellement par son « extraversion ». L'Afrique exportait des matières premières et importait des produits finis. Cette économie de « comptoir » est heureusement aujourd'hui en voie de disparition, et l'émergence d'une classe urbaine moyenne change radicalement la donne. Dans des pays qui croissent pour certains à plus de 8% les secteurs les plus dynamiques ont des croissances à deux chiffres. Il est devenu beaucoup plus intéressant et rentable de se consacrer aux consommateurs africains qu'à l'export. Les handicaps logistiques du continent qui étaient des facteurs de non compétitivité à l'export offrent une protection naturelle en import-substitution pour un industriel local servant les consommateurs urbains.

Depuis 10 ans, le continent africain est devenu l'une des zones de croissance économique les plus dynamiques au monde (6,5% par an hors Afrique du Sud).

Amethis Finance a été créée en partenariat avec la Compagnie Benjamin de Rothschild, afin de prendre part à cette dynamique et de

contribuer, à notre modeste niveau, à l'émergence de l'Afrique. Aujourd'hui, le continent africain montre des retours sur investissement élevés dans toutes les classes d'actifs (Investissement Direct Etranger, Private Equity,...).

Les meilleures perspectives de rentabilité ne sont pas comme on le croit encore parfois en Occident dans les industries extractives mais

histoire en les aidant à se développer dans leur espace national puis régional.

Au-delà de l'apport en capital nous les appuyons dans la définition de leur stratégie et les aidons à construire des partenariats stratégiques et financiers, créant ainsi de la valeur pour nos partenaires et nos investisseurs. Lorsque nous rentrons dans le capital d'une entreprise, nous devenons un investisseur actif qui

marchés boursiers naissants ne suffisent pas à assurer ces besoins. Comme tous les autres continents l'Afrique a besoin d'une industrie financière mature et diversifiée qui réponde à ses différents besoins de capitaux. Le private equity, qui est encore une industrie jeune sur le continent à l'exception de l'Afrique du Sud (né dans les années 90 en Afrique subsaharienne avec l'aide des bailleurs de fonds), a une triple utilité :

ciers il permet de réduire le « gap » entre les industriels des pays développés et ceux des pays émergent en apportant à chaque partie son expertises et ses réseaux industriels.

C'est tout le sens de l'activité d'Amethis Finance : permettre des convergences entre ces différents univers qui aujourd'hui sont encore trop cloisonnés. Permettre à la « vieille » Europe d'investir dans la « jeune » Afrique et de bénéficier de son dynamisme

pour les prochaines décennies. Permettre aux entreprises africaines d'accéder aux marchés de capitaux longs, mais aussi à des partenaires financiers et industriels de long terme. Créer de la valeur à long terme pour nos investisseurs et pour nos partenaires Africains. Tout cela étant de plus indispensable dans un continent qui doit accueillir plus d'un nouveau milliard d'habitants dans les prochaines décennies.



dans tous les secteurs dérivant des biens et services aux Africains eux-mêmes. La croissance africaine est endogène et, portée par sa démographie, l'Afrique est devenue une des dernières frontières de la croissance mondiale.

Notre stratégie est de nous associer sur le long terme à des entreprises africaines en forte croissance, ayant fait leur preuves et confrontées à des besoins de capitaux longs. Nous les accompagnons dans une nouvelle phase de leur

aide la société à croître et grâce au savoir-faire et au réseau de notre équipe pour lui faciliter l'ouverture à de nouveaux marchés et à de nouveaux partenaires. A terme, nous espérons aussi avoir un portefeuille de participations cohérent et créer à travers ce dernier des synergies entre certaines de nos entreprises partenaires.

Dans le contexte actuel de forte croissance les entreprises ont besoin de capitaux longs, et les banques de détails africaines comme les

- Il permet, grâce à des équipes expérimentées, de mobiliser l'épargne longue disponible (dans les économies développées comme sur le continent.) et de lui permettre de s'investir de façon professionnelle dans des projets de qualité. Les acteurs financiers on longtemps, à tort, surestimé le risque africain.

- Il est indispensable pour fournir les besoins en fonds propres dont ont besoin des entreprises en forte croissance.

- Au-delà des apports finan-

## BIOGRAPHIE RESUMEE DE LUC RIGOUZZO

Luc Rigouzzo est co-fondateur et Président d'Amethis Finance, un fonds d'investissement dédié au continent africain, fondé en partenariat avec la Compagnie Benjamin de Rothschild et ayant mobilisé plus de 300 millions USD.

Il a été Directeur Général de PROPARGO de 2006 à décembre 2010. Cette banque d'investissement publique-privée a pour mission le développement durable des pays émergents via l'investissement dans le secteur privé. En 2011, Luc Rigouzzo a été directeur de cabinet du ministre français chargé de la coopération.

Luc Rigouzzo a également été membre du comité exécutif de l'Agence Française de Développement et président du conseil d'administration de l'association European Development Finance Institutions (EDFI). Durant toute sa carrière il a été administrateur de nombreuses entreprises et est actuellement administrateur de « Danone Communities », un incubateur pour « social businesses ».

Il est diplômé en agronomie et en finance et a débuté sa carrière comme ingénieur agronome au Mexique. Il a intégré l'AFD en 1988 comme responsable du financement de projets dans le secteur agro-industriel en Côte d'Ivoire, au Cameroun puis à Paris. Il intègre en 1997 la SFI (Groupe Banque Mondiale), et prend en charge la structuration de financements au Brésil, en Argentine et en Amérique Centrale. De 2001 à 2005 il a été chargé de redéfinir la stratégie du Groupe AFD avant de créer et assurer la direction du département des financements non souverains et du secteur financier.



## Tunisie: situation politique, économique et sécuritaire

La Tunisie a connu bon nombre de bouleversements depuis la révolution de Jasmin de janvier 2011, avec à la clé l'instauration d'un nouveau régime remplaçant celui qui régnait sans partage depuis 24 ans.

Le climat politique et sécuritaire en Tunisie semble affecté par cette ouverture soudaine au pluralisme, rompant totalement avec le cloisonnement idéologique imposé par le chef de l'Etat déchu. Toutefois, l'économie tunisienne est touchée de plein fouet par ce changement de cap politique induit par la nouvelle équipe gouvernementale, et le flou concernant l'efficacité des mesures décrétées par Ennahda pour dynamiser le secteur.

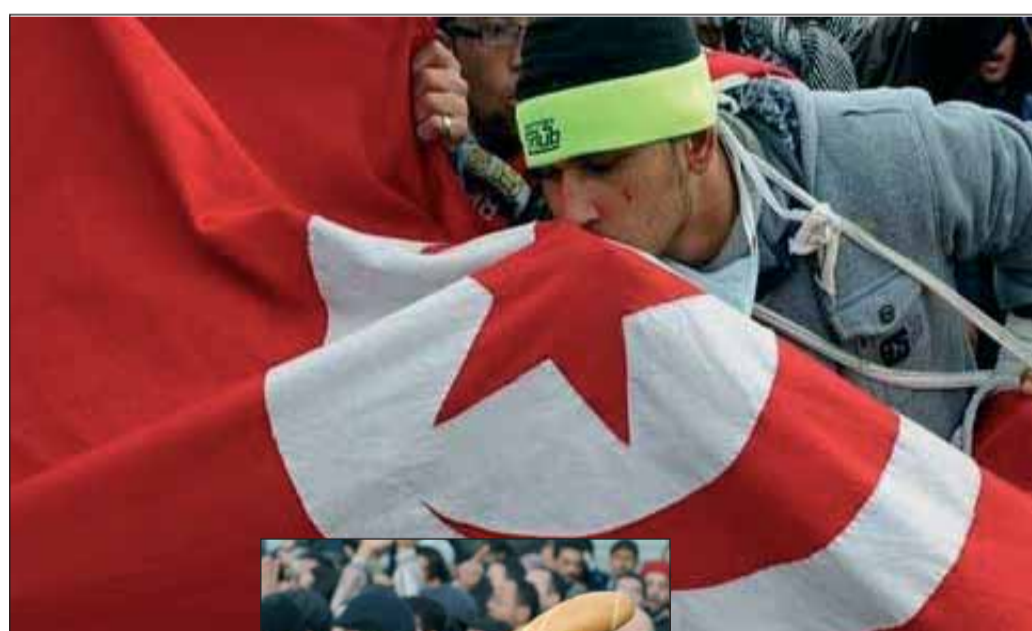
Jadis soutenue en quasi totalité par le tout-puissant interventionnisme étatique, l'économie tunisienne paraît souffrir du repli de sa monnaie, le dinar, ce qui appauvrit les ménages. De plus, le déficit commercial se creuse et les indices boursiers à Tunis plongent inexorablement, mettant en relief l'essoufflement de la dynamique écono-

mique. Par ailleurs, le chômage endémique gangrène le pouvoir d'achat des Tunisiens, tout comme l'inflation galopante (+ 6,4%), notamment dans les régions de l'intérieur du pays.

Ainsi les experts Fathi Nouri et Moez Laâbidi se sont-ils prononcés favorablement sur la mise en place d'une politique économique d'austérité qui comprendrait, outre une baisse des salaires, le gel des trop nombreuses subventions accordées par l'Etat, pour ainsi rééquilibrer le déficit budgétaire. Ce dernier a atteint un seuil alarmant, mettant en péril le fonctionnement du pays.

### Le gouvernement tunisien navigue à vue, sans aucune pertinence

En outre, les observateurs sont unanimes à réclamer de profondes réformes structurelles comme en témoigne la nécessité de modifier la législation fiscale. Elle permettrait de rétablir la confiance entre



les différents partenaires et acteurs de l'économie tunisienne. Cependant, selon les experts, les pouvoirs publics actuels font état de leur incapacité à coordonner une réponse ciblée aux difficultés économiques de la Tunisie. L'instabilité induite par de



nombreux remaniements gouvernementaux met en lumière

tunisienne navigue à vue, sans aucune pertinence dans la mise en place de ces réformes économiques, qui n'ont donc que peu d'efficacité sur le secteur.

Ces tensions politiques mettent en exergue la dégradation du climat politique et social, favorisant l'apparition d'un grand nombre de conflits sociaux qui fragilisent l'outil de production national. Même le secteur florissant que fut le tourisme n'est pas épargné par cette régression. En effet, le tourisme tunisien fait face en plus du risque sécuritaire, au recul du pouvoir d'achat des citoyens européens notamment français et allemands, clientèle phare de la destination Tunisie. Les chiffres de cette perte liée à la désaffection des touristes pour la destination sont de l'ordre de 3% pour l'Office National de Tourisme tunisien, tandis que les experts économiques eux, estimeraient la chute de fréquentation à 35%.

Amer Oumalou

# République centrafricaine : une économie à reconstruire

Anicet Georges Dologuele,

Cabinet AfriPartners International, ancien Premier ministre de RCA, président du FFA Afrique

**Vaste de 623 000 km<sup>2</sup> pour une population de 4,5 millions d'habitants et enclavée au cœur du continent africain, la République Centrafricaine est dotée d'un énorme potentiel en ressources naturelles. Elle demeure cependant empêtrée depuis une vingtaine d'années dans des conflits meurtriers et destructeurs. La conséquence directe est que le pays se retrouve aujourd'hui dans un état de vulnérabilité chronique. Les convulsions politiques à répétition ont eu des répercussions fortement négatives sur le tissu socio-économique, rendu l'environnement des affaires peu attractif et miné les possibilités de développement du pays. Aujourd'hui, près de 67% de la population vit sous le seuil de pauvreté.**

Depuis le début des années 90, l'économie centrafricaine se caractérise par une succession de périodes de forte croissance et de périodes de récession, conséquence de sa vulnérabilité aux chocs internes liés aux effets des crises politiques multiples, et aux chocs externes dus à la viscosité des prix des matières premières. Le taux de croissance du PIB réel moyen, au cours de ces périodes, se fixe à deux points en dessous de la moyenne de la CEMAC estimée à 4%, principalement à cause du ralentissement de la production agricole et à la destruction du tissu industriel consécutifs à la dégradation de la situation sécuritaire.

Les finances publiques se caractérisent par une trésorerie structurellement déficitaire, avec des recettes fiscales qui représentent 8% du PIB contre une moyenne de 14% pour la CEMAC. Elles se caractérisent également par une capacité d'investissement très faible et une forte dépendance à l'aide budgétaire extérieure, qui représente un tiers des recettes de l'Etat. Le début de l'année 2013 a été marqué par des dérapages budgétaires importants et une situation financière très difficile.

En dépit de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (IPTE) renforcée le 30 juin 2009, les analystes estiment qu'à long terme, la situation de la dette publique extérieure de la RCA sera inévitablement exposée à une hausse peu soutenable. En effet, une augmentation des emprunts concessionnels extérieurs à hauteur de 2% du PIB par an pourrait amener le ratio de la dette au PIB au-delà de son seuil de soutenabilité.

La RCA connaît ces derniers mois une inflation importante sur les produits alimentaires tels que le manioc (60%) qui

est l'aliment de base des Centrafricains, la farine (100%), l'huile (94%), le sucre (50%), le riz (43%), le lait (43%), etc. Les pressions inflationnistes se sont accentuées suite à la hausse des prix, conséquemment aux événements militaires politiques du début de l'année 2013.

## Conséquences des crises politiques sur le plan social

La RCA reste confronté aux conséquences des multiples crises politiques qui l'ont ébranlée pendant toutes ces années. L'Indice de développement humain (IDH) a connu une très faible amélioration au cours des dernières années et s'est établi à 0,345 en 2013 contre une moyenne en Afrique subsaharienne de 0,475, plaçant le pays en 180<sup>ème</sup> position sur une liste de 187 pays.

La malnutrition reste endémique dans l'ensemble du pays et demeure aiguë dans les villes minières du sud-ouest (Carnot, Nola et Berbérati), où le taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans atteint 16%. Dans cette catégorie d'enfants, la proportion de ceux souffrant d'insuffisance pondérale va en augmentant et s'élève à 28,3%. Pas moins de 68,2% des enfants âgés de moins de 36 mois souffrent de déficience en vitamine A et 84% sont anémiés. De surcroît, les conflits armés et l'insécurité, avec 250 000 personnes déplacées dans les régions du nord, ont amplifié l'insécurité alimentaire. La malnutrition demeure la principale cause de plus de la moitié des décès des enfants de moins de cinq ans. Le paludisme affecte 22% de la population et 32% des enfants de moins de cinq ans.

La très faible croissance économique pendant près de 25 ans s'est traduite par une dégradation considérable des conditions de vie de la grande majorité des populations. Selon la Banque mondiale, c'est près de 67% des Centrafricains qui se trouvent en dessous du seuil de pauvreté, fixé au niveau international à 1 dollar américain par jour (PPA). Le taux de pauvreté est en réalité aujourd'hui bien plus élevé, si l'on considère que le niveau de revenu national n'a cessé de se dégrader et que les crises multiples n'ont fait qu'aggraver la vulnérabilité des populations.

Le taux de couverture en service d'approvisionnement en électricité (3%), en eau potable (32% en milieu urbain et 26% en milieu rural) et en service d'assainissement (31%) est le plus faible en Afrique, et les services de collecte des déchets solides sont inopérants.

Avec un PIB par habitant de 470 US\$, la RCA occupe la dernière place des 185 pays



classés dans l'édition 2012 du rapport « Doing Business » de la Banque mondiale sur le climat des affaires. Ce classement traduit l'ampleur des contraintes pesant sur les investissements et le développement du secteur privé, notamment : (i) la faiblesse du cadre réglementaire et de la transparence de l'environnement des affaires ; (ii) la faiblesse des capacités des PME en termes de gestion et d'accès au marché et au crédit ; (iii) le poids de la dette publique vis-à-vis des entreprises privées.

## D'immenses potentialités

La République Centrafricaine est pourtant dotée d'un énorme potentiel en ressources naturelles.

Son économie repose en grande partie sur l'agriculture, qui occupe 75% de la population active et fournit environ 50% du PIB et plus de 40% des recettes d'exportation. En effet, la RCA dispose de conditions climatiques favorables aux activités agricoles. La pluviométrie y est abondante et le réseau hydrographique important, dense et équitablement réparti sur toute l'étendue du territoire. Le potentiel agricole est évalué à environ 15 millions d'hectares, dont seulement 700 000 hectares sont annuellement cultivés. Le système d'exploitation dominant est la polyculture associée au petit élevage (caprins, ovins, porcins et volailles). Les exploitations sont généralement de petite taille (1,5 à 2 hectares) et, du fait de l'utilisation de techniques de production rudimentaires, les rendements sont faibles.

S'agissant des activités pastorales, quelques 9,3 millions d'hectares de pâturage sont exploitées, sur un total de 16 millions. Les pâturages de la République centrafricaine entretiennent un cheptel de 3,2 millions d'Unités bétail tropical (UBT) essentiellement transhumant, mais peuvent facilement supporter un effectif de plus de 8 millions de têtes de bovins dans les condi-

tions actuelles d'exercice artisanale de l'activité.

En ce qui concerne la pêche continentale et l'aquaculture, la production varie entre 21 000 et 51 000 tonnes, pour un potentiel annuel évalué à plus de 100 000 tonnes.

La République centrafricaine dispose également de 5,4 millions d'hectares de forêts denses avec une réserve de 3,8 millions d'hectares de forêts utiles, dont 2,8 millions sont sous concession d'exploitation.

Le potentiel touristique est important, en raison de ses atouts : forêt équatoriale, grandes réserves naturelles de faune, cultures autochtones, et tourisme cynégétique ou de chasse. Toutefois, toutes les formes de tourisme (affaires, loisir et cynégétique) ont fortement souffert des troubles militaires politiques qu'a connus le pays depuis 1996, de la fragilité de l'Etat et de la recrudescence du braconnage. Ce déclin a entraîné la dégradation de la situation financière des entreprises touristiques, qui ne sont plus en mesure d'investir dans des infrastructures qui répondraient aux attentes des visiteurs.

Le secteur minier est sans nul doute le deuxième atout de l'économie centrafricaine et constitue une source de revenus pour près de 600 000 personnes dans le pays. Le sous-sol centrafricain regorge d'un énorme potentiel en substances minérales non encore exploitées. En effet, 470 indices minéraux ont été recensés, dont seulement 6 ont fait l'objet d'une prospection : le diamant, l'or, l'uranium, le fer, le calcaire et le pétrole. A ce jour, seuls le diamant et l'or sont exploités.

Officiellement, la RCA a exporté en 2012 323 375 carats de diamant et 73 kg d'or en 2010. Mais ces chiffres sont largement sous-estimés, du fait de la fraude qui touche environ 30% des exportations de diamant et 95% de celles de l'or.

La production minière du pays consiste en l'exploitation artisanale des gisements diamant-

rement élevée et occupe le 5<sup>ème</sup> rang mondial en la matière. A ce titre, il est particulièrement recherché.

## Une relance qui a besoin d'être accompagnée

Comme beaucoup de pays ayant connu des périodes de destruction à grande échelle, la reconstitution du capital économique et social de la RCA est un impératif pour lequel les forces actives internes et les partenaires au développement devraient oeuvrer aussi bien à court qu'à moyen termes. Il importe cependant que la stabilisation du cadre socio-politique se réalise assez rapidement, de manière à autoriser la mise en route des programmes de reconstruction et de développement. La sortie de la phase de transition et le retour à une vie constitutionnelle normale seront des étapes importantes dans ce nouveau processus.

En raison de l'ampleur des destructions et de la persistance d'un climat d'insécurité peu propice au lancement des projets privés, le secteur public devra être accompagné par la communauté internationale dans les efforts de stabilisation du contexte social, mais également dans la réhabilitation et la reconstruction des infrastructures de développement. Ces opérations nécessiteront des investissements publics considérables, dans un programme d'urgence, qui devra faire l'objet d'une Conférence de bailleurs de fonds une fois que la situation sécuritaire et institutionnelle sera normalisée.

## Vive « La Gazette »... sur papier !

« La Gazette de la Presse francophone » n'est pas l'une de ces feuilles périodiques que l'on feuillette d'un oeil distrait. Elle n'est pas non plus qu'un simple bulletin de liaison entre professionnels des médias qui partagent le goût du français. Sa diffusion planétaire en fait un outil au service du français, de la liberté de la presse et des valeurs de la Francophonie. Elle est indispensable.

Ces derniers mois, elle nous a manqué, victime des difficultés que connaît l'ensemble de la presse écrite. Pas de nouvelles des amis africains, pas d'articles de grandes plumes des journaux francophones défendant bec et ongles le bon usage de notre langue. Est-ce pour cela que le français semble s'installer chaque jour un peu plus dans nos médias, en particulier la télévision ?

« La Gazette » a heureusement de nombreux amis. Mais la facture reste lourde, trop lourde. Les autorités francophones seraient bien inspirées de lui porter secours car elle participe au renom et au maintien de la présence de la France et des pays francophones dans le monde.

Bien sûr, les technologies numériques qui massacrent le papier peuvent paradoxalement assurer sa survie. Hier, un journal qui ne parvenait plus à régler ses fournisseurs disparaissait. Aujourd'hui, il se réfugie sur Internet. Comme ses grands confrères désormais dématérialisés, « La Gazette » pourrait, pour un coût nettement moindre, n'être diffusée qu'en version électronique.

L'écrit aura toujours le dernier mot, dit-on, mais nous sommes probablement très nombreux à ajouter que, pour notre journal, le papier reste son meilleur avenir.

Serge HIREL

# France : la dette à bientôt 100 % du PIB, et après ?

Marc Touati

Président du cabinet ACDEFI, auteur du best-seller « Le dictionnaire terrifiant de la dette »

Lorsque l'on observe l'évolution récente de la dette publique des pays européens et en particulier celle de la France, une question revient souvent : comment en est-on arrivé là ? Autrement dit, comment la dette publique française a-t-elle pu passer de 20 % du PIB en 1980 à 59 % au milieu des années 1990 et à plus de 90,2 % en 2012 ? L'évolution de ce ratio est encore plus inquiétante depuis quelques années : 64,2 % en 2007, 79 % en 2009, 86 % en 2011 et certainement 100 % en 2013. Et encore, par convention comptable, la dette publique française (comme ses homologues européennes d'ailleurs) n'intègre pas le « hors-bilan », c'est-à-dire le paiement des retraites des fonctionnaires. Si tel était le cas, nous serions plutôt autour des 130 % du PIB.

En monnaies sonnantes et trébuchantes, le choc est encore plus effroyable. De 92 milliards d'euros en 1980, la dette publique a atteint 515 milliards en 1993, 1 000 milliards en 2003 et sera d'environ 2 000 milliards en 2013 ! Bien sûr, entre-temps, les prix ont également progressé de 172 %. Toujours est-il que de 1980 à 2013, la dette publique française a explosé de 2 073 % en valeur et de 1 901 % en volume (c'est-à-dire sans inflation). De quoi donner le vertige...

D'où une question incontournable : comment, en si peu de temps, la France a-t-elle pu passer d'une dette relativement normale à une dette aussi explosive ?

La réponse est malheureusement simple. La dette publique n'est que le cumul des déficits publics annuels. Plus ces derniers augmentent, plus la dette flambe. A partir du moment où la croissance économique ne suffit pas à rembourser les intérêts de la dette, alors cette dernière devient cumulative et auto-entretenu. Et encore, il faut noter que, dans son malheur, la France a bénéficié d'un atout incroyable, en l'occurrence des taux d'intérêt bas pour les obligations du Trésor. Lorsque ces derniers remonteront, ce qui se produira inévitablement en 2013, l'écart entre la croissance et la charge d'intérêts de la dette s'agrandira et la bulle de la



dette deviendra encore plus explosive. Eh oui ! avec la dette publique, c'est un peu comme avec un célèbre liquide vaisselle jaune : « quand il n'y en a plus, il y en a encore... »

## Comment restaurer la croissance ?

Le seul moyen de stopper l'hémorragie puis d'inverser la tendance serait déjà de restaurer une croissance durablement forte et ensuite d'obtenir un excédent des comptes publics. Seulement voilà, la dernière fois que la croissance française a été forte pendant plus de deux

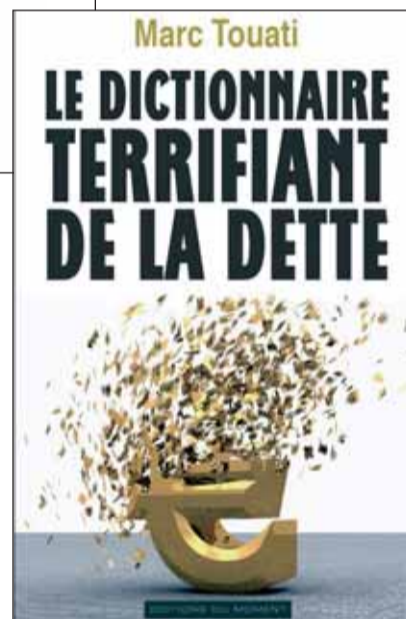
ans remonte aux années 1998-2000. Ce « phénomène » relativement court n'a pas permis de retrouver le chemin de l'équilibre budgétaire. C'est bien là que réside le mal principal de la puissance publique française : elle ne sait produire que des déficits sans réussir à relancer la croissance et à faire baisser le chômage. Le dernier excédent des comptes publics remonte à 1974.

Aujourd'hui encore, en dépit d'autant d'années de déficits sans croissance et de gaspillage des deniers publics, le gouvernement français n'a

aucunement l'intention de renverser la vapeur, même s'il multiplie les efforts marketing pour essayer de faire croire le contraire. Plus grave, la plupart des Français jugent ce comportement normal.

Il est donc urgent de réagir. Non, une dette publique de 100 % du PIB n'est pas acceptable ! Non, une croissance économique structurellement inférieure à la charge d'intérêts de la dette publique n'est pas supportable ! Non, il n'est pas sérieux et responsable de laisser encore filer la dépense publique et de se contenter d'augmenter les impôts !

Tant que nos dirigeants n'auront pas compris ces éléments de bon sens, la crise de la dette publique enflera. À ce rythme, cette dernière atteindra aisément les 2 500 milliards d'euros en 2017. Dans ces conditions, l'économie française ne connaîtra pas de rebond et les crises sociales et sociétales deviendront notre quotidien.



Editions Du Moment  
Parution :  
7/03/2013  
270 pages  
18.96 e

## Economie numérique et industries traditionnelles des arômes et parfums, fleurons des Alpes-Maritimes



Les Alpes-Maritimes bénéficient d'une forte notoriété internationale. Ses paysages, son climat et son histoire ont fait de la Côte d'azur un territoire d'exception qui se situe au cœur de l'arc méditerranéen.

Haut lieu du tourisme international avec l'accueil de près de 12 millions de visiteurs en 2012, notre territoire a su se diversifier et se doter d'infrastructures modernes de communication. Il a favorisé le développement de la haute technologie, de filières d'excellence dans les domaines

des technologies de l'information et de la communication, du spatial et de la santé, qui attirent aujourd'hui des leaders mondiaux dans leur domaines.

La Côte d'Azur, avec notamment Sophia Antipolis comme première technopole d'Europe (plus de 30 000 emplois à haute valeur ajoutée), s'est affirmée comme une « Silicon Valley à la française » en se positionnant sur la « mobilité et les usages des technologies de l'information et des communications ». Elle est au cœur des innovations de demain, positionnement qui sera renforcé avec le développement de l'Ecovallée à Nice.

Ainsi la Côte d'Azur, « The French Wireless Region », invente les technologies et les services mobiles des usages numériques d'aujourd'hui et de demain. Les applicatifs qui y sont développés répondent aux problématiques de secteurs à enjeux telles que la santé et la gestion des risques,

problématiques partagées par la plupart des pays francophones.

### L'économie numérique et la mobilité

La « mobilité », et plus largement le numérique, sont devenus des enjeux économiques majeurs avec une population connectée en permanence et constamment en mouvement.

Notre territoire a anticipé très tôt cette évolution et sait répondre aux enjeux de l'innovation dans les nouvelles technologies, de l'électronique aux greentechs en passant par l'aéronautique, le spatial ou encore la santé.

Toute la chaîne de valeur, de la conception des technologies aux usages numériques, est représentée, avec les compétences afférentes : développement de puces électroniques et de semi-conducteurs, gestion de réseaux télécoms mobiles haut débits (3G, 4G/LTE), conception de technologies sans contact mobiles (RFID, NFC, Bluetooth) et de

logiciels embarqués, production d'applications et de services mobiles...

Le pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées et la présence de leaders mondiaux tels que ST Ericsson, Thales Alenia Space, Amadeus, SAP Labs, Schneider, Orange, ainsi que la présence d'organisations internationales telles que l'ETSI (European Telecommunications Standards Institute), l'ERCIM (European Research Consortium for Informatics and Mathematics) et du W3C (World Wide Web Consortium) témoignent de l'excellence technologique de notre territoire.

Les technologies développées engendrent ou répondent à de nouveaux usages : le téléphone mobile associé à des objets communicants devient progressivement le meilleur moyen de se déplacer, de visiter, de consulter à distance (services de santé) et de payer (via les transactions électroniques sécurisées).

Ces nouveaux services et usages améliorent ainsi le quoti-

dien dans de nombreux domaines : la santé, l'énergie, les transports, la gestion des risques, l'automobile etc.

L'écosystème créé attire d'ailleurs les grandes entreprises comme récemment Intel, Samsung, NVidia et favorise l'essor de start up.

### L'industrie traditionnelle des arômes et parfums

Fort de ses atouts historiques, le bassin de Grasse associé au Pôle de compétitivité Parfums Arômes Senteurs Saveurs (PASS) affiche une concentration inégalée de sociétés productrices d'ingrédients aromatiques et accueille les leaders nationaux et mondiaux de cette industrie : V. Mane & Fils, Robertet, Firmenich, ... Ainsi plus de la moitié de la production française d'ingrédients cosmétiques est réalisée sur ce territoire. Leurs clients sont Chanel, Dior, Guerlain, Yves Saint



Laurent... ainsi que toutes les marques de luxe. Cette économie, représentant environ 8 %

Suite page 1 → Printemps Arabe, trois ans après

L’Egypte, la Libye, le Yémen et la Syrie, pour ne parler que des pays où la révolte était violente - puisque la Jordanie et le Maroc avaient engagé très tôt des réformes politiques de l’intérieur - ont rejoint le mouvement pour réclamer plus de dignité et leur droit à vivre dans une société plus juste, plus équitable. Une société qui offre à tout un chacun la possibilité, sans entrave, d’entreprendre et de prospérer...

Dans un rapport publié à la fin de l’année 2011, le Fonds Monétaire International soulignait déjà que le « Printemps arabe » a coûté cher aux économies des pays en transition. Dans le cas de la Tunisie, pouvait-on lire dans ce rapport, la croissance de l’économie a été nulle en 2011, alors qu’elle avait atteint 3,1% en 2010. En Egypte, le pays arabe le plus peuplé, le PIB n’a progressé que de 1,2% en 2011 alors qu’il avait dépassé les 5% en 2010. En Libye, pays riche en hydrocarbures, le PIB a baissé de 50%. En Syrie, l’économie s’est contractée de 2%. Et enfin au Yémen, théâtre de contestation contre le régime du président Ali Abdallah Saleh, la croissance s’est contractée de 2,5% après une progression de 8% en 2010.

En 2012, si les choses ont peu évolué dans certains de ces pays en transition, la situation a même empiré dans d’autres. En un mot, l’économie a été bouleversée par l’insécurité, l’incertitude et la perturbation de l’activité, ce qui a pesé lourdement sur la réduction de l’investissement, la quasi absence de recettes du tourisme, la

baisse des investissements directs étrangers (IDE) et la fuite des capitaux.

La fragilité de la croissance a



Dr. Saleh Al-Tayar  
Secrétaire général de la  
Chambre de commerce  
franco-arabe

eu pour corolaire une hausse du taux du chômage, de l’inflation, de la dette publique et une baisse des exportations et des réserves en devises.

Dans le même temps, la flambée des prix mondiaux des matières premières a poussé les gouvernements à augmenter les dépenses, creusant ainsi le déficit budgétaire qui s’établissait désormais à deux chiffres en pourcentage du PIB, amenant les agences de notation à réviser leurs notations souveraines pour tenir compte du risque politique accru, augmentant par la même occasion, le coût des emprunts, fardeau financier supplémentaire dont ces pays se seraient bien passés.

Quant au secteur financier lui-même, les bilans des banques domestiques se sont détériorés, reflétant l’impact négatif

de la crise sur la qualité des portefeuilles, des prêts, ainsi que sur les marchés boursiers régionaux.

aide globale aux pays de la Méditerranée de 4 milliards d’euros (incluant les prêts de la BEI), étalée sur trois ans, de 2011 à 2013

Par ailleurs, le sommet du G8 de Deauville, tenu les 26-27

toutes les prévisions et les projections les plus sérieuses annoncent encore une année difficile pour ces pays. La reprise économique prévue sera trop faible pour remédier pleinement au sous-emploi

liorent. Ils ont besoin de sentir qu’il y a l’amorce d’un changement, car c’est la clé pour toute participation citoyenne et la réussite de la transition.

À plus long terme, et toujours



### L’aide internationale

Pourtant, face aux révolutions arabes, l’Europe, qui est apparue un moment indécise, impréparée et surtout désunie, a réagi dès le mois d’avril 2011. Bruxelles réussit alors à dessiner une offre d’aide à court terme imaginé par Catherine Ashton et appelée « Partenariat pour la démocratie et la prospérité partagées ». De son côté, lors de son voyage à Tunis (11-12 avril 2011), José Manuel Barroso annonce une aide d’urgence de 140 millions d’euros à la Tunisie tout en évoquant une

substantiel de la région (près de 100 millions d’emplois devront être créés au cours de la prochaine décennie, selon un rapport de la Banque mondiale). De plus, le conflit tragique qui déchire la Syrie s’accompagne d’une grave crise humanitaire qui a des retombées sur les pays limitrophes, en particulier la Jordanie et le Liban.

mai 2011 sous présidence française et auquel les gouvernements de transition tunisien et égyptien ont été invités, sonne la mobilisation des institutions financières internationales (IFI) qui accorderont des aides à hauteur de 20 milliards de dollars, dont 3,5 milliards d’euros à l’Egypte et à la Tunisie de la BEI, et charge en même temps les ministres des Finances et des Affaires étrangères de mettre en oeuvre un partenariat avec les pays en transition.

De leur côté, les pays pétroliers du Golfe ne resteront pas indifférents à ce mouvement et annonceront des aides substantielles : pour l’Egypte, le Qatar, puis l’Arabie Saoudite s’engagent à verser respectivement 3 et 2 milliards de dollars, alors que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAfD) coordonnent une ligne budgétaire de 1,5 milliard de dollars pour la Tunisie, et une aide pour faire face aux réfugiés libyens est mise en place (87 millions d’euros de l’Union européenne et 10 millions de dollars du Fonds arabe de développement économique et social - FADES).

Au total, sur deux ans, l’aide de la communauté internationale à la reconstruction économique des pays en transition aura représenté entre 15 et 16 milliards de dollars ; ce qui est significatif bien qu’inférieur aux prévisions et surtout aux attentes et aux besoins pour accompagner ce mouvement et placer ces pays sur l’orbite du développement et de la prospérité.

Ces aides ont surtout permis aux gouvernants en place de calmer les colères, d’assurer le fonctionnement de l’administration, de mettre fin au rationnement des carburants, de subventionner certains produits de base et denrées alimentaires de première nécessité et surtout de renflouer les réserves en devises qui s’épuisaient de jour en jour afin d’éviter un effondrement de la balance des paiements.

Pour l’année 2013, en cours,

### Faut-il, pour autant, verser dans le pessimisme?

Plus clairement, quels sont les facteurs clés pour mettre ces pays sur une autre voie, celle qui correspond au mieux aux aspirations de ceux qui ont bravé la peur et les craintes ? Selon le FMI, l’histoire nous montre que les pays qui ont réussi sont ceux qui ont bénéficié de la confiance de leurs peuples. Or, la restauration de la confiance est grandement tributaire des résultats sur le front politique, mais aussi et surtout des résultats économiques !

Sur le front politique, rien n’est encore sûr pour l’instant. Dans l’attente des élections dans certains pays et de l’apaisement des conflits dans d’autres, le principal risque à moyen terme serait l’incapacité des gouvernements à instaurer la stabilité, à rétablir la confiance et à répondre aux attentes internes et externes.

Sur le front économique, beaucoup pensent que le plus important maintenant est d’avoir des politiques à très court terme qui répondent aux besoins de base, bien que ces mesures pourraient compromettre certains objectifs à moyen terme, tel que l’assainissement des finances publiques.

En effet, il y a nécessité de mettre en place une politique à très court terme pour répondre aux besoins les plus pressants, quitte à avoir recours aux subventions.

Les citoyens ont besoin de mesures concrètes et palpables. Ils ne peuvent plus attendre cinq ans ou plus pour que leurs conditions de vie s’amé-

liorent. Ils ont besoin de sentir qu’il y a l’amorce d’un changement, car c’est la clé pour toute participation citoyenne et la réussite de la transition.

À plus long terme, et toujours sur le plan interne, certains analystes estiment qu’il y a trois principaux axes sur lesquels il faudra travailler : d’abord, garantir une stabilité économique, ensuite créer un environnement propice au développement et à la croissance de l’économie réelle, et enfin améliorer de manière drastique la gouvernance et le fonctionnement des institutions.

Toujours à plus long terme, mais sur un plan régional, certaines institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale estiment que les pays de la région, une fois stabilisés, doivent profiter du grand marché régional et de leur situation géographique pour soutenir une intégration régionale plus importante.

Toutefois ne nous égarons pas, pour réussir leur transition, certains experts estiment que les pays arabes ont besoin de plus d’une centaine de milliards de dollars pour éponger leurs déficits externes et faire face aux déséquilibres profonds de leurs finances publiques. Or la communauté internationale semble confuse et désorientée face aux transformations et à l’évolution politique qui imprègne certains pays de la région. Elle montre une incapacité à les accompagner par des mécanismes adéquats de soutien. Le Partenariat de Deauville n’a pas tenu ses promesses et n’a pas été à la hauteur des besoins de financement dans les pays en transition. Quand aux institutions financières internationales, comme le FMI ou la Banque mondiale, leurs prêts sont souvent conditionnés par la mise en place de mesures impopulaires et surtout inappropriées à ce stade de la transition.

Et des voix s’élèvent pour nous avertir que « le coût de l’inaction peut s’avérer colossal si ces pays manquent leur transition ».

Dr. Saleh Al-Tayar  
Newsletter de la  
Chambre de commerce  
franco-arabe

du chiffre d’affaires mondial, est largement excédentaire, avec un taux moyen à l’exportation de l’ordre de 70 %.

Le savoir-faire grassois sur l’aromatique naturel étant reconnu mondialement, ses industriels sont présents sur

Le Pôle PASS a récemment initié un réseau international de compétences dont la mission porte sur la connaissance et la valorisation des plantes aromatiques et médicinales.

Cette structure qui porte le nom de « I2MAP » pour

méditerranéen et l’outremer. Parmi ses partenaires, elle compte notamment des acteurs économiques et académiques du Maroc et de Tunisie, pays qui jouent un rôle stratégique dans l’approvisionnement de ces industries françaises.

Le pôle PASS est également source d’innovations radicales et de développement de nouvelles compétences pour répondre à la réglementation européenne REACH (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals) sur l’innocuité des produits.

Le département des Alpes-Maritimes est ainsi plus que jamais un territoire dynamique, attractif et innovant au plan international avec des liens étroits déjà noués avec les pays francophones et un fort potentiel d’échanges économiques et de partenariats, notamment dans le domaine des technologies de l’information et de la communication et de leurs usages.

Eric CIOTTI  
Député, Président du  
conseil général des  
Alpes-Maritimes



tous les continents et traitent les matières premières du monde entier.

« International Innovation on Medicinal and Aromatic Plants » couvre aujourd’hui le bassin

## Ces « journalistes » indésirables

*Presque partout dans le monde, la presse est considérée à tort ou à raison comme le quatrième pouvoir, après l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Si cette considération est plus ou moins vraie dans les pays occidentaux, mais avec quelques nuances selon les pays, cela ne semble pas être le cas dans les jeunes démocraties africaines. La presse est encore en voie de construction, avec des pratiques parfois surprenantes.*

La presse s'est développée pendant un demi-siècle avec des spécificités particulières qui mettent de fait en cause sa crédibilité et l'éthique même de cette honorable profession. Elle est engluée dans des pratiques parfois douteuses qui l'empêchent aussi de se positionner en véritable contre-pouvoir face à la toute-puissance du pouvoir exécutif, et peine encore à imposer une certaine respectabilité. Mais à qui la faute si cette profession est si mal considérée et discréditée ?

La réponse à cette question ne saurait être catégorique ; car les causes de cet état de fait sont les conséquences d'un dysfonctionnement systémique dans lequel différents acteurs tirent profit selon leurs intérêts du moment. Premièrement, le désordre social et politique dans lequel évolue la presse en Afrique fait de la classe politique le premier responsable de l'état déplorable de notre presse. Ces acteurs politiques ont vite compris qu'ils avaient tout intérêt à avoir des médias aux ordres, manipulés, mal payés et dépendants de leur pouvoir. Partout sur le continent, les médias sont à l'image de nos politiques menées. C'est-à-dire, claniques, partisans et sans nuances dans leur positionnement très souvent politisé. L'information est traitée et diffusée sous forme de slogan politique à des lecteurs déjà conditionnés et préparés à les recevoir comme « paroles d'évangile ». Enfermés dans une logique militante, ces derniers ne s'intéressent pas aux informations issues d'autres médias, considérés comme étant proches du camp politique adverse. Quelle que soit l'information, elle serait force-



ment suspecte à tort ou à raison.

### La plupart des journalistes n'ont aucune formation et ne cherchent pas à y remédier

Mieux encore, en Afrique, les plus grandes fortunes ne sont pas détenues par les opérateurs économiques comme partout ailleurs dans le monde. Elles sont aux mains des acteurs politiques, indécemment riches qui possèdent la plupart des grands médias. Pour mieux accentuer leur pouvoir et leur domination, des journalistes sont jetés en prison par le pouvoir en place pour avoir dénoncé des faits avérés. D'autres en revanche sont également emprisonnés pour des informations farfelues et militantes vis-à-vis du régime au pouvoir qu'ils combattent à travers leurs médias, comme des militants politiques engagés. Mais cela ne justifie pas pour autant leur arrestation dans un Etat qui se dit « démocratique ».

cratique ».

Les seconds responsables sont les lecteurs qui se contentent des informations manipulées et politisées de leurs médias. Ils n'ont pas encore intégré que ces médias vivent en grande partie grâce à leur argent. De ce fait, ils détiennent le pouvoir de faire évoluer les mentalités en étant plus exigeants avec leurs médias. Si rien n'est fait dans ce sens-là, il faut croire que cette situation fait également l'affaire de nos peuples qui cautionnent cela dans un esprit partisan.

Enfin, les troisièmes responsables de cette situation sont les journalistes eux-mêmes. La plupart d'entre eux n'ont aucune formation de journaliste et ne cherchent pas à se former pour remédier à leurs lacunes. Par voie de conséquence, ils acceptent d'être sous-payés, exploités et dévalorisent eux-mêmes leur profession par des pratiques qui n'honorent pas le journalisme en Afrique. Certains se sont spécialisés dans les articles élogieux et démagogiques des

acteurs politiques et économiques pour arrondir les fins de mois toujours difficiles. La tendance actuelle est plus perverse. Il s'agit d'écrire des articles à charge contre des acteurs influents et susciter leur exacerbation. Ensuite, moyennant une enveloppe, l'auteur de l'article refait un autre papier beaucoup plus flatteur que le précédent. Ces journalistes mal payés sont peut-être maintenus ainsi volontairement dans ce système par ces remises d'enveloppe, à chacune de leur couverture médiatique par les institutions, les ministères ou les organismes qui les sollicitent. Ce qui était une habitude est devenu de fait, une « obligation ». Aucune couverture médiatique ne peut se faire sans cette pratique étonnante. De fait, à chaque événement, on assiste à une ruée de « journalistes », parmi lesquels de nombreux « rats » comme on les appelle dans le milieu de la presse en Côte d'Ivoire. C'est-à-dire des « journalistes » ou se faisant passer pour « journalistes », qui s'invitent eux-mêmes dans l'espoir de recevoir une enveloppe. Si ces pratiques surprenantes ne sont pas dénoncées et combattues par les journalistes reconnus, elles finiront par compromettre l'ensemble de la profession et discréditer davantage tous ceux qui s'efforcent malgré ces incertitudes de faire du journalisme une profession noble et respectable, en attendant d'être un jour peut-être, ce quatrième pouvoir que nous espérons tous.

**Macaire Dagry,**  
chroniqueur politique à  
**Fraternité Matin**

## La langue française gardera sa place dans les télévisions publiques du Maroc

Le ministre de la Communication marocain a assuré que la langue française "occupera toujours sa place" sur les deux chaînes publiques marocaines, rejetant des accusations selon lesquelles le gouvernement islamiste prône "l'arabisation" généralisée du paysage médiatique au Maroc.

Le ministre, Mustapha El Khalfi, répondait à la levée de boucliers, y compris au gouvernement où les islamistes modérés sont majoritaires, face à une plus grande arabisation des programmes sur les chaînes publiques et la diffusion de l'appel aux cinq prières quotidiennes - conformément au cahier des charges.

« La langue française se maintiendra avec un pourcentage de 20 à 25% dans les programmes de la télévision 2M, la deuxième chaîne », a affirmé M. El Khalfi.

La première chaîne reste majoritairement en langue arabe (dialectal et classique), le reste étant en français et en amazigh (berbère).

Ces mesures ont suscité l'inquiétude notamment dans les milieux francophones

« Le Maroc a choisi la voie de l'ouverture », insiste M. El Khalfi en réponse aux critiques qui l'accusent de vouloir opérer un retour en arrière dans l'audiovisuel, avec une fin programmée du multilinguisme.

Ces mesures ont suscité l'inquiétude notamment dans les milieux francophones, très influents au Maroc et alors qu'une importante communauté marocaine vit en France.

Le ministre des Sports Mohamed Ouzzine a critiqué l'approche de M. Khalfi, "qui est un ministre de la communication et non un Mufti ou un Fqih (théologien) qui interdit et autorise".

Or, selon M. Khalfi, "le plurali-

lisme linguistique et les libertés seront renforcées", sur la chaîne 2M avec "50% des programmes en arabe, 30% en amazigh, et autres dialectes et 20% en langue française".

"Nous avons un million de Marocains qui vivent en français en plus de trois autres qui résident dans le monde et il faut bien communiquer avec eux en employant les langues qu'ils maîtrisent selon les pays dans lesquels ils vivent", a-t-il précisé.

Il précise que la chaîne satellite marocaine Al Maghribia pour l'étranger "va diffuser des bulletins d'information en français, en anglais et en espagnol". Elle le fait actuellement en arabe et en amazigh.

Le ministre a également indiqué qu'aucun changement n'interviendra dans les programmes des radios privées "libres



de choisir leurs langues et leurs programmes".

Selon un expert, le pourcentage du français équivaut à celui de l'arabe sur la dizaine de radios privées que compte le Maroc.

Le bilinguisme arabe et français y est pratiqué, de même que chez la majorité des citoyens au Maroc, ainsi que pour les titres de la presse écrite.

## La presse écrite, dans 70 ans

Blog de Jacques Attali

La presse écrite n'est pas aujourd'hui très différente de ce qu'elle était il y a 70 ans. Elle se porte même, d'une certaine façon, beaucoup mieux : il y a dans le monde beaucoup plus de journaux et de lecteurs.

A terme, les journaux papier sont appelés à disparaître, avec l'apparition des médias audiovisuels, des médias internet, des consoles, des journaux et des télévisions sur internet, et la possibilité pour chacun d'informer sur des sites comme YouTube, dont la rémunération est proche de celle de la radio.

Le pronostic le plus rapide parle de 2017 aux Etats-Unis, 2019 au Royaume-Uni, 2024 en Espagne, 2029 en France. Pour une autre très large partie de l'humanité, qui n'aura pas un niveau de vie beaucoup plus élevé que la classe moyenne d'Occident aujourd'hui, il est vraisemblable que la presse écrite restera longtemps encore utilisée. Mais, même en Afrique, avec le surgissement de milliards de téléphones mobiles, il est vraisemblable que le journal papier aura disparu dans les 70 ans.

De plus, de nouvelles technologies s'annoncent : les lunettes Google, la diffusion par écran virtuel, la transmission de pensée, même ; et le lecteur sera invité à pleinement rentrer dans les sujets, en ayant la possibilité de voir au travers des yeux du journaliste.

La presse sera alors entièrement numérique, avec traduction automatique dans la langue du lecteur. Il est vraisemblable que la collecte centralisée de l'information sera de plus en plus subventionnée par les Etats. De plus en plus d'informations seront fournies par les gens eux-mêmes. Chacun sera journaliste, la rédaction d'une partie des articles sera automatisée (la société américaine Narrative Science génère déjà des articles économiques compréhensibles à partir de données brutes). La presse sera probablement issue d'agrégateurs affinitaires en fonction de la santé, les lectures, les achats, les déplacements et le temps consacré à la lecture (la société américaine Demand Media analyse ainsi les mots-clés utilisés par l'internaute et propose ensuite un référencement personnalisé). La vidéo (3D) remplacera évidemment l'image et sans doute une partie de l'écrit. Le contrôle des faits sera totalement automatisé.

Dès lors, le métier de journaliste sera totalement transformé : le volet « couverture d'événements » s'amenuisera jusqu'à disparaître ; ne subsisteront que les fonctions de journaliste d'investigation (grands reporters, grandes enquêtes) et d'éditorialiste (expliquer, analyser, mettre en perspective), qui, de par leur nature moins descriptive, ne peuvent pas être automatisées. Ce qui donnera plus de valeur à l'hebdomadaire.

Le papier reviendra sans doute aussi avec les technologies d'écrans ultrafins interactifs qui devraient permettre aux éditeurs de la presse écrite d'intégrer du contenu vidéo et au lecteur d'imprimer le journal chez lui.

On verra se mêler presse écrite, presse audiovisuelle, presse internet information, éducation et distraction.

Rien n'exclut de voir s'installer une hypersurveillance des médias, grâce à ces nouvelles technologies. Comme toujours, la liberté de la presse restera un grand combat. Elle se confondra de plus en plus avec la liberté de penser, et même d'éviter l'intrusion de la censure à l'intérieur de son propre esprit.

### Serbie : une journaliste francophile distinguée

Journaliste à la première chaîne de la Radio Télévision Serbe, Neda Valcic-Lazovic a été élevée au grade de chevalier des Arts et Lettres. Les insignes lui ont été remis par l'ambassadeur de France à Belgrade. Pour son émission « Les écrivains contemporains », elle a réalisé des entretiens avec une soixantaine des plus prestigieux écrivains français. A travers l'ensemble de son travail, Neda a fait rayonner la langue et la culture françaises en Serbie.

### L'avenir d'Internet en Afrique

Alors que le continent africain a adopté le téléphone mobile, avec déjà 500 millions de « puces » en circulation, Internet ne touche que 5 % de la population. Les grands opérateurs mondiaux devraient toutefois combler rapidement ce retard. Satellites, câbles sous-marins... plusieurs projets ont été lancés pour y parvenir.

### Concentration dans la presse au Québec

Le groupe « Le Canada Français » a été acheté par Médias Transcontinental. La transaction comprend les onze titres hebdomadaires du groupe et une série de portails Web. Les publications totalisent plus de 155 000 exemplaires, chaque semaine. Quant aux portails Internet, ils accueillent plus de 30 000 visiteurs par semaine. Grâce à cette transaction, Transcontinental publiera et distribuera plus de 2,8 millions d'exemplaires chaque semaine au Québec.

## Réformes en vue pour les médias algériens

**L'Algérie a connu lors de ces vingt-cinq dernières années une forte évolution en matière de presse et de médias. Sur le plan quantitatif, l'après 1988 a coïncidé avec l'apparition d'un grand nombre de titres de presse écrite en majorité francophones, proposant ainsi une alternative à l'unique El Moudjahid.**

L'augmentation exponentielle du nombre de quotidiens en Algérie a permis d'introduire durablement la notion de pluralisme idéologique. De plus, l'ensemble des sensibilités de l'opinion algérienne est pris en considération à travers le grand nombre de journaux sur le territoire national, et corrobore ainsi l'idée qu'un réel pluralisme idéologique s'est instauré. Par ailleurs, les autres canaux médiatiques du pays ne sont pas restés en marge de ces avancées. La télévision algérienne ENTV s'articule maintenant sur quatre nouvelles chaînes. Canal Algérie est une chaîne satellitaire destinée à la communauté algérienne à

l'étranger, principalement en Europe. Algérie 3, généraliste, récolte un franc succès en Amérique du Nord. La 4ème chaîne, TV Tamazight et la 5ème chaîne, coranique, permettent de circonscrire l'ensemble des sensibilités s'exprimant chez les citoyens algériens.

### Vers l'instauration d'une carte professionnelle pour les journalistes

L'ouverture du champ audiovisuel, prévue pour l'année 2014, est censée renforcer la diversité en matière de télévision, avec l'apparition de nouvelles chaînes, cette fois-ci privées. En outre, l'exercice de la profession de journaliste en Algérie est désormais mieux encadré. En effet, deux moutures du code de l'information, la première datant de janvier 1988 et la seconde de l'année passée, sont venues conforter le journaliste dans ses prérogatives, à savoir informer l'opinion publique en toute objectivité et lui donner des moyens



supplémentaires d'accès aux sources d'information. La dernière version du code de l'information telle que votée à l'Assemblée Populaire Nationale, a instauré une grille des salaires pour les journalistes, de nature à harmoniser les revenus et à réduire les disparités constatées dans la corporation. Plus récemment, le ministère algérien de la communication vient de lancer un appel à contributions, afin de reprendre un projet important qui consiste à l'instauration d'une carte professionnelle pour les journalistes, similaire pour tous les confrères exerçant sur le territoire national.

Cette carte permettra de donner une clarté supplémentaire à la corporation. Ainsi, l'expression de sensibilités différentes résidant dans le grand nombre de titres de presse, l'ouverture du champ audiovisuel à venir avec l'apparition de chaînes privées, et la prise en considération du statut des journalistes, mettent en relief la grande évolution constatée en matière de presse et des médias en Algérie ces vingt-cinq dernières années.

**Amer Oumalou**

## Pas de journaux sans journalistes

C'est leur métier, les journalistes sont à l'aise pour traiter et commenter la sortie du nucléaire après Fukushima, les crimes de Kadhafi ou le cirque de la monarchie britannique...

Mais quand il s'agit d'évoquer l'avenir des médias, nous sommes plus retenus. Pas toujours convaincus de l'intérêt public du sujet. Parfois même désabusés ou très critiques, à l'instar de l'essayiste et ancien rédacteur en chef du Monde diplomatique Ignacio Ramonet, dans son dernier livre "L'explosion du journalisme".

En Suisse comme ailleurs, les journalistes ont de bonnes raisons d'être troublés. Ceux de la presse écrite en particulier,

qui voient le tirage de leurs journaux s'éroder, et la taille des rédactions diminuer.

Dans la grande migration vers le web, ils se sentent en situation de faiblesse face au rouleau compresseur de la SSR (la société nationale suisse de radio-télévision) qui profite de la redevance. Une distorsion concurrentielle, certes dangereuse pour la diversité de la presse, contraire à la loi et qu'il faut combattre, mais qui ne devrait pas, toutefois, empêcher les éditeurs et les rédactions d'innover.

La situation est en effet loin d'être désespérée. Au contraire, l'heure est propice à la réinvention des médias. On assiste d'ailleurs depuis peu à

une tentative concertée de retour au payant.

En offrant le libre accès à tous leurs contenus sur le Net et en multipliant les lancements de quotidiens gratuits, les groupes de presse avaient répandu l'idée délétère que le travail journalistique ne coûte rien. Ils tentent aujourd'hui d'inverser la tendance.

Si le papier a encore de beaux jours devant lui, l'arrivée des tablettes numériques et la généralisation des smartphones fouettent la créativité et les espoirs. Mais, au-delà des possibilités offertes par la technologie, il faudra surtout s'intéresser aux besoins des lecteurs et à leurs nouvelles attentes.

Quoi qu'il en soit, malgré les réseaux sociaux et l'émergence du journalisme-citoyen, malgré Wikileaks et des agrégateurs de contenus de plus en plus performants, on ne pourra pas se passer de professionnels bien formés pour faire le travail de recherche, de vérification et d'analyse de l'information. Quels que soient les supports et les tuyaux qui serviront à sa diffusion.

Et ceux qui espèrent faire des journaux sans journalistes? Ils n'ont rien compris.

**Alain Jeannot**  
« L'Hebdo » (Lausanne)

## Le Courrier du Vietnam également à la télévision

Le Courrier du Vietnam, qui a fêté ses 17 ans, offre à ses lecteurs francophones une source privilégiée d'informations sur le Vietnam, sa politique, son économie, sa culture ou sa perception des relations internationales. Il s'ouvre désormais à la télévision.

Depuis le 20 mars, date symbolique puisque c'est la Journée internationale de la Francophonie, Le courrier du Vietnam diffuse une émission hebdomadaire sur la chaîne de télévision VNews de l'Agence Vietnamienne d'Information.

Ce magazine télévisé intitulé «Khong gian Phap ngu» (Espace francophone) est diffusé en vietnamien, avec sous-titrage en français tous les dimanches et mercredis.

D'une durée d'un quart d'heure, il se compose de trois parties : les activités de la

communauté francophone au Vietnam et dans le monde. Puis des reportages sur la vie, le travail et les sentiments des étrangers francophones installés ou de passage au Vietnam, sans oublier les Vietnamiens attachés à la langue française.

Ambassadeurs, chefs d'entreprise, chercheurs ou artistes interviendront pour donner leurs points de vue sur la francophonie en général et celle de leurs pays d'origine en particulier.

La dernière partie permet aux téléspectateurs de découvrir les pays francophones et leurs habitants répartis dans le monde.

Saluons le courage de nos



confrères vietnamiens qui, avec peu de moyens et beaucoup de bonne volonté, se sont lancés dans cette nouvelle aventure pour faire découvrir et aimer la langue française, malheureusement en perte de vitesse, et pas seulement au Vietnam, à cause, en grande partie, de la passivité de nos dirigeants passés, présents et futurs.

**Jean-Claude Cartier**



## Journaliste, diplomate et intellectuel

Qualifié de "géant de la presse arabe", Ghassan Tuéni, né à Beyrouth en 1926, a fait du quotidien An Nahar, journal libanais de référence, une véritable "école" de journalisme et un modèle pour la presse arabe.

Député à 25 ans, vice-premier ministre en 1970, ministre du travail en 1975, puis ambassadeur en Grèce et auprès des Nations Unies, Ghassan Tuéni est considéré comme le principal artisan de la résolution 425 du Conseil de sécurité en 1978 qui a appelé Israël à retirer ses troupes du sud du Liban.

Journaliste, diplomate et homme politique, Ghassan Tuéni était bien plus qu'un patron de presse. Cet homme aux allures princières, doté d'un charisme rare et d'une culture encyclopédique, a fait d'Al-Nahar le plus grand journal du Liban, voire du monde arabe au XXe siècle.

Créé entre les deux guerres, au temps du mandat français, par Gibran Tuéni, le père de Ghassan, Al-Nahar a été le seul journal véritablement indépendant dans le monde arabe à partir des années 1960.

Lorsque la guerre civile éclate en 1975, son refus de l'extrémisme vaut à Ghassan Tuéni menaces et plastiquages.

Après le retour à la paix, consécutive aux accords de Taëf, en 1989, Ghassan Tuéni transforme Al-Nahar en un petit empire de presse et d'édition. Il s'entoure des plumes les plus brillantes du moment.

Mais le pays est sous la botte syrienne dans les années 1990, et Ghassan Tuéni, bien que très respecté et écouté, n'a plus l'influence d'antan. Il se retire peu à peu pour profiter de sa maison en Avignon, écrire de la philosophie et se plonger dans la culture orthodoxe, tandis que son fils Gibran prend la relève. L'assassinat de Gibran, en décembre 2005, en pleine vague d'attentats pro-syriens, sera le dernier drame d'une vie marquée par la tragédie. En 1983, Ghassan Tuéni avait perdu son épouse Nadia, considérée comme la plus grande poétesse francophone de son temps. Son fils Makram périt dans un accident de la circulation et sa fille Nayla succombe à un cancer à l'âge de 7 ans.

A la mort de Gibran, Ghassan Tuéni, brisé par le chagrin, reprend le siège de député de son fils, au sein de la majorité antisyrilienne. Il le transmettra à sa petite-fille Nayla, qui a également hérité de la direction d'Al-Nahar.

Ghassan Tuéni a également été président directeur général du journal francophone L'Orient-Le Jour.

## Nouakchott dépénalise les délits de presse

Il n'est plus légal désormais en Mauritanie d'emprisonner des journalistes pour injure et diffamation envers les particuliers. Toutefois, les peines d'amendes restent "prévues dans ces cas, dans le souci de protéger les victimes des actes diffamatoires". En outre, le principe de cas d'exception pouvant conduire à un emprisonnement est préservé pour "certains délits de publication".

Jusqu'à-là, le droit de la presse mauritanienne prévoyait des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison pour délit de publication.

Le nouveau projet de loi a annulé les dispositions de l'ordonnance de 2006 en ce qui concerne la peine d'emprisonnement. Il est cependant toujours impossible de publier sans risque sur tout ce qui touche à l'armée, aux groupes ethniques et à la corruption à la tête de l'État.

La nouvelle loi dépénalise les critiques envers le Président, les responsables étrangers et les diplomates en poste en Mauritanie, mais prévoit des amendes pour "la publication intentionnelle de fausses informations susceptibles de semer le chaos et de porter préjudice à la discipline au sein des forces armées", délits difficiles à estimer objectivement.

# BREd



## Huê-Info, un bulletin d'informations francophone

Dans l'objectif de faire mieux connaître leurs activités et celles de leurs partenaires, la Maison des savoirs de Huê, le Centre culturel français, le Comité de soutien à la Francophonie de Huê et le Club francophone de Huê ont mis en place un bulletin d'information mensuel en français : "Huê-Info".

Réalisé par un volontaire international de la Francophonie en poste dans la Maison des savoirs de Huê, ce bulletin sert de support de communication et d'annonce de toutes les activités francophones qui se tiennent à Huê.

Au programme du premier numéro: une présentation du Centre culturel français, de la Maison des savoirs de la Francophonie, ainsi que des activités organisées dans le cadre de la Journée internationale de la Francophonie.

## Birmanie : réforme des médias

La censure qui pesait sur les médias depuis un demi-siècle en Birmanie, faisant de ce pays l'un des pires de la planète en termes de liberté de la presse, a été abolie, une étape majeure pour un secteur qui profite graduellement des réformes politiques en cours depuis 18 mois.

Le Département de l'enregistrement et de la surveillance de la presse du ministère de l'Information "a autorisé les journaux dans la catégorie politique et religion à publier sans envoyer au préalable leurs brouillons", a annoncé le ministère.

Les dossiers moins sensibles avaient déjà fait l'objet d'un assouplissement progressif depuis la dissolution de la junte en mars 2011 et l'arrivée au pouvoir du régime réformateur du président Thein Sein.

Plusieurs journalistes détenus ont été libérés ces derniers mois, comme d'autres prisonniers politiques, et les sites internet auparavant honnis comme ceux de la BBC et des médias birmanes en exil sont devenus accessibles.

## Haïti: premier code de déontologie

Les associations de médias et du secteur de la presse ont adopté un code de déontologie qui définit les grandes lignes de la presse haïtienne en matière de droits et devoirs des journalistes.

« Ce code de déontologie a été élaboré selon une méthode participative et consensuelle au cours de nombreuses rencontres de travail organisées par l'UNESCO avec les responsables d'associations de journalistes et de médias, les propriétaires de médias et des journalistes reconnus », indique l'organisation onusienne dans un communiqué.

Le document présente toute une série de repères éthiques. Ses 22 articles portent sur le respect de la dignité humaine et de la vie privée, le refus de la discrimination, le principe de présomption d'innocence des personnes mises en cause, le refus des médias et des journalistes de relayer les propos qui véhiculent la haine et l'affrontement, et le traitement équilibré de l'information particulièrement dans les périodes électorales.

Ce code réitère les réserves à prendre à propos de la rumeur, qui fort souvent raconte « des faits ou opinions déformés, exagérés ou même inventés » afin que son traitement médiatique ne la renforce pas.

Il rappelle la distinction fondamentale entre plusieurs termes centraux dont l'information et la publicité, et surtout l'interdiction pour les médias ou les journalistes de recevoir des gratifications pouvant compromettre leur impartialité.

Le code encourage « les journalistes à chercher constamment à se perfectionner et à maîtriser les techniques dont ils ont besoin pour mieux exercer leur profession. (...) Les responsables des médias devront encourager les journalistes à participer à toutes formations visant à leur intégration dans la profession ».

C'est la première fois qu'une telle initiative a été prise par les structures associatives du secteur presse et médias.

## Les journaux traditionnels auront disparu avant 2040

Les journaux traditionnels sur papier auront disparu dans le monde d'ici 2040 et seront remplacés par des supports numériques, a prédit Francis Gurry, directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Ompi), une agence de l'ONU basée à Genève.

Dans une interview au quotidien suisse La Tribune de Genève, M. Gurry a déclaré que "dans quelques années il n'y aura plus de journaux imprimés tels qu'on les connaît aujourd'hui. C'est une évolution, ce n'est ni bien, ni mal, il y a des études qui annoncent leur disparition pour 2040, aux Etats-Unis ce serait pour 2017".

Selon M. Gurry, il s'agit d'une évolution inévitable, puisqu'on vend déjà aux Etats-Unis plus de livres numériques que de livres en papier, et dans les villes on trouve de moins en moins de librairies.

Un des problèmes liés à cette évolution est la rémunération des journalistes, ajoute le responsable.

"Comment les éditeurs vont-ils trouver un revenu pour payer ceux qui écrivent des articles", s'interroge M. Gurry, pour qui il faut garder "le système des droits d'auteur comme mécanisme pour récompenser les créateurs, sans cela ils ne pourront pas vivre ».

## Jeux Olympiques de Sotchi

L'académicienne Hélène Carrère d'Encausse, historienne spécialiste de la Russie, a été nommée grand témoin de la francophonie pour les Jeux Olympiques d'hiver 2014 à Sotchi. Le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) Abdou Diouf lui a demandé "d'observer la place de la langue française pendant les prochains Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver".

La secrétaire perpétuelle de l'Académie française, âgée de 82 ans, succède à l'ex-gouverneur générale du Canada Michaëlle Jean, qui avait occupé cette fonction aux JO 2012 de Londres.

Le grand témoin de la francophonie a pour mission de veiller au strict respect de l'article 23 de la Charte olympique : "les langues officielles du Comité international Olympique sont le français et l'anglais". Un texte qui vient en reconnaissance du rôle du Français Pierre de Coubertin dans la refondation des Jeux modernes à la fin du XIXe siècle.



## Sommet de Dakar

Le ministre de la Culture sénégalais Abdoul Aziz Mbaye a été nommé coordonnateur général du prochain Sommet de la Francophonie prévu en novembre 2014 à Dakar, au Sénégal.

## Disparition

L'ancien sénateur UMP de Paris Maurice Ulrich, l'un des plus proches et des plus fidèles conseillers de Jacques Chirac, est décédé à l'âge de 87 ans.

Conseiller d'État honoraire, Maurice Ulrich avait notamment dirigé le cabinet de Jacques Chirac à Matignon avant de le suivre à l'Élysée de 1995 à 2002. Discret, loyal, fuyant les honneurs, ce grand serviteur de l'État était notamment un spécialiste des questions institutionnelles et de la Corse. Il était aussi le représentant personnel du président Chirac pour la Francophonie.

Mais ce n'était pas la seule corde à son arc : de 1978 à 1981, Maurice Ulrich avait été PDG d'Antenne 2. Après la victoire de la gauche aux législatives, il avait quitté ses fonctions, avant d'intégrer le Conseil d'État, puis de rejoindre Jacques Chirac à la mairie de Paris.

M. Ulrich était le père de Mme Christine Desouches, conseillère diplomatique, ancienne déléguée aux droits de l'homme à l'Organisation nationale de la francophonie, et de Mme Anne-Michèle Ulrich, directrice déléguée à l'action culturelle audiovisuelle du Centre Pompidou.



## Les Ingénieurs de l'environnement de la Francophonie

L'AFITE, Association Française des Ingénieurs et Techniciens de l'Environnement, lance l'Association des ingénieurs et techniciens de l'environnement de la Francophonie.

Celle-ci constituera un réseau apte à fournir une base de connaissances et un outil d'échange international entre professionnels, pouvoirs publics, associations, fédérés par une langue partagée.

Rappelons que l'AFITE a été à l'initiative, il y a dix ans, de l'ENEP (European Network of Environmental Professionals) qui regroupe aujourd'hui plus de 25 associations issues de 11 pays, représentant 45 000 membres.

L'environnement, qui ne connaît pas de frontières, est un terrain privilégié de coopération internationale et les acteurs de la question environnementale constituent, dans tous les pays, non seulement une force et une richesse humaine incomparable, mais sont aussi au carrefour d'expériences à mutualiser.

**Si vous souhaitez rejoindre cette initiative, n'hésitez pas à contacter L'AFITE.**  
AFITE, 7 rue Crillon, 75004 Paris. Tel. 00 33 0140230450 Mail : bureau@afite.org

## L'Institut de la parole

ouvert à tous à toutes les catégories d'âge.

Apprentissage et perfectionnement de ce lien humain fondamental : pour le profane comme pour les professionnels de la parole publique.

Une parole sait s'exprimer quand une personnalité sait s'affirmer.

**Philippe Bilger**

a pratiqué la parole et l'art de la conviction durant 40 ans

Adresse :  
23 rue d'Anjou 75008 Paris  
Tél : 06 11 53 04 91  
mail : philippe.bilger@wanadoo.fr

**Institut de la PAROLE**

# L'Afrique, phare de l'avenir du français pour l'OIF à Québec

**Curieusement, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) pas plus que ses ancêtres n'avaient encore organisé, depuis leur naissance dans les années 1970, de grand rassemblement autour de l'idiome qui les motive. Voilà qui est réparé avec le premier Forum mondial de la langue française, qui s'est déroulé à Québec début juillet avec près de 1500 participants.**

Clément Duhaime, administrateur de l'OIF, répond aux questions du quotidien Le Monde.

## Quel est le nombre de francophones dans le monde ?

Au moins 220 millions de personnes parlent le français, selon le premier rapport de l'Observatoire de la langue française, créé en 2007. Il s'est fondé non plus sur des évaluations parfois sommaires mais sur des sources statistiques, sur des enquêtes et, quand elles faisaient défaut, sur des études ad hoc menées par des organes de la francophonie. Outre les francophones des 75 Etats ou gouvernements de l'OIF (56 membres et 19 observateurs), ceux de pays non membres ont aussi été dénombrés, aux Etats-Unis (2,1 millions), en Israël (plus de 300 000 personnes) ou au Val d'Aoste (90 000 personnes). Dans les pays africains, seules les personnes sachant non seulement parler mais aussi lire et écrire le français ont été prises en compte.

C'est l'un des facteurs qui permet aux responsables de l'OIF d'assurer que ce chiffre de 220 millions de francophones reste sous-évalué. A titre de comparaison, on estime généralement à plus de 1 milliard le nombre d'anglophones dans le monde. Mais un tiers d'entre eux seulement (330 à 340 millions) ont l'anglais comme langue maternelle. Le français est, selon l'OIF, la deuxième langue étrangère enseignée dans le monde, avec 116 millions de personnes qui l'ap-

prennent.

## Le français régresse-t-il au profit de l'anglais ?

D'après le rapport, le français se développe en Afrique, principalement pour des raisons démographiques, stagne en Amérique ou en Asie, et décline en Europe, où le Royaume-Uni, par exemple, a décidé, en 2004, que la langue de Molière n'était plus indispensable à l'examen final du cycle secondaire.

Dans ses projections, l'OIF anticipe que l'Afrique, où vivent déjà environ la moitié des francophones du monde, en regroupera en 2050 environ 85 %, sur 715 millions de locuteurs, à la faveur de ses taux de natalité. A condition toutefois que la scolarisation continue de progresser sur ce continent et que le français y demeure une langue enseignée (le Rwanda, lui, a abandonné le français pour l'anglais, tout en restant membre de l'OIF).

D'où la décision prise lors du dernier sommet de la francophonie, en octobre 2011 à Montreux, de mettre l'accent sur la formation des enseignants, notamment à travers l'Initiative francophone de formation à distance des maîtres (Ifadem). L'opération dite ELAN (Ecole et langues nationales en Afrique) vise, elle, à accompagner huit pays francophones d'Afrique subsaharienne pour la promotion d'un enseignement bilingue dans le primaire, respectueux des langues nationales. Plus anciens, 295 centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC) ont été mis en place dans les zones rurales et périurbaines d'une vingtaine de pays francophones d'Afrique, de l'Océan Indien, des Antilles et du Proche-Orient.

## Le Sud-Est asiatique peut-il renouer avec le français ?

L'anglais y a supplanté le français depuis longtemps. Les efforts de l'OIF portent sur l'enseignement supérieur. "On crée de petites poches d'enseignement en français", explique Olivier Garro, directeur du bureau Asie-Pacifique de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF, fédéra-



ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
LA FRANCOPHONIE

tion de 786 établissements d'enseignement supérieur et de recherche de 98 pays). Cette agence consacre en Asie 2 millions d'euros - sur un budget total de près de 40 millions d'euros - pour soutenir les filières bilingues dans les collèges ainsi qu'au niveau des licences et masters francophones dans les universités. Une filière francophone nécessite en moyenne un budget de 5 000 euros par an.

L'OIF ne dénombre que 2,5 millions de francophones au Laos, au Cambodge et au Vietnam, où le nombre d'élèves scolarisés en 2009 dans une classe primaire ou secondaire bilingue français s'élevait respectivement à 3 000, 4 874 et 13 809. A l'université, ils sont aujourd'hui 20 000 au Vietnam, 5 100 au Laos et 7 112 au Cambodge à apprendre le français, une faible proportion. "Nous essayons de bâtir une francophonie de qualité. Le français est considéré comme une langue des élites et il permet de se différencier par rapport aux élites anglophones", estime Olivier Garro.

Cette politique semble porter ses fruits : dans certains secteurs, le français est redevenu la langue du quotidien. En médecine, en psychologie, en architecture, en urbanisme et en archéologie notamment, des formations conjointes d'universités et d'écoles françaises avec des universités asiatiques ont vu le jour.

C'est à la demande du gouvernement vietnamien que l'AUF a ouvert en 1993, à Hanoï, l'Institut de la francophonie

pour l'informatique (IFI). Depuis sa création, 335 étudiants laotiens, thaïlandais, cambodgiens, mais aussi burkinabés ou malgaches ont obtenu un master, sans compter 72 doctorants. Dans cette région d'Asie, une vingtaine de masters sont proposés en partenariat avec des universités françaises, ce qui permet aux étudiants d'être diplômés à la fois de l'université d'origine et de l'université française partenaire.

## Où en est le français au Canada et, notamment, au Québec ?

Au Canada, officiellement bilingue (anglais-français) depuis 1969, la proportion de personnes de langue maternelle française est passée de 27 % à 22 % entre 1971 et 2006. Le nombre de locuteurs francophones s'est légèrement accru mais l'anglais reste largement la langue commune.

Au Québec, unique province canadienne où le français est la seule langue officielle (depuis 1974), le pourcentage de personnes ayant le français pour langue maternelle a baissé de 80,7 % en 1971 à 79,6 % en 2006, en grande partie en raison d'une hausse de l'immigration. Au total, le nombre de francophones est passé de 82,5 % à 85,7 % dans le même laps de temps. A Montréal cependant, l'anglais a tendance à revenir en force dans le commerce. Le nombre de plaintes adressées à l'Office québécois de la langue française a pratiquement doublé au cours des quatre

dernières années, dont une bonne partie concerne les enseignes.

## Quid du français dans les organisations internationales et aux Jeux olympiques ?

La régression est patente dans les organisations internationales et sur leurs sites, même lorsque le français y est langue officielle ou langue de travail. Abdou Diouf, secré-

taire général de l'OIF, déplore "une certaine démission des élites françaises", qui "s'expriment en anglais quand leurs homologues hispaniques parlent en espagnol, et ceux arabes, en arabe, par exemple à l'Unesco", dont le siège est à Paris. Alexandre Wolff, responsable de l'Observatoire de l'OIF, constate que, dans les instances de l'ONU, à Genève, 90 % des textes sont d'abord rédigés en anglais. A toutes ces organisations, l'OIF distribue un vade-mecum, rappel à la diversité linguistique... diversement suivi d'effets.

Nommée en 2011 "grand témoin" de la francophonie, Michaëlle Jean, ex-gouverneure générale du Canada, a assisté aux Jeux olympiques de Londres pour veiller au bon usage du français, langue officielle de l'olympisme avec l'anglais.

Martine Jacot  
« Le Monde »

## Parler français pour devenir Français

Les règles pour devenir Français sont désormais plus strictes. Deux décrets et un arrêté parus au Journal officiel (JO) renforcent le contrôle du niveau de français exigé des candidats demandant l'acquisition de la nationalité française par naturalisation ou mariage : "Tout déclarant doit justifier d'une connaissance de la langue française caractérisée par la compréhension des points essentiels du langage nécessaire à la gestion de la vie quotidienne et aux situations de la vie courante ainsi que par la capacité à émettre un discours simple et cohérent sur des sujets familiers".

Le niveau de langue ne sera plus évalué au cours d'un entretien individuel par un agent de préfecture mais il appartiendra à l'étranger d'en justifier par la production d'un diplôme ou d'une attestation délivrée par un organisme reconnu par l'Etat ou par un prestataire agréé.

Le niveau demandé doit correspondre à une personne qui peut notamment "comprendre les points essentiels quand un langage clair et standard est utilisé et s'il s'agit de choses familières, raconter un événement, une expérience ou un rêve, décrire un espoir ou un but et exposer brièvement des raisons ou explications pour un projet ou une idée".

Concernant les attestations de niveau de langue, elles pourront être délivrées par des organismes de formation titulaires du label qualité "Français langue d'intégration", qui est attribué pour une durée de trois ans.

Le ministère de l'Intérieur estime qu'"environ 1 million d'étrangers présents sur le territoire national ne parlent pas le français". Depuis 2003, plus de 100.000 personnes obtiennent chaque année la nationalité française.

## Encore trop d'illettrés

C'est un véritable handicap pour les personnes concernées. En France, 2,5 millions de personnes sont illettrées, selon une étude de l'Insee.

Agés de 18 à 65 ans et ayant suivi une scolarité en France, 7% des Français ne maîtrisaient pas suffisamment les compétences de base en lecture, écriture et calcul pour être autonomes en 2011. Un chiffre tout de même en baisse de deux points par rapport à la même enquête réalisée en 2004. Pour comprendre l'ampleur du phénomène, l'Insee a confronté 14000

Français métropolitains à des tests de déchiffrement et de compréhension orale, fondés sur des programmes TV, des CD de musique ou des ordonnances médicales. Résultat : les obstacles varient en fonction de l'âge, de l'éducation et du sexe, selon l'étude.

### Un effet génération

Les moins de 30 ans ont globalement deux fois moins de difficultés à l'écrit, en calcul et en compréhension orale. Un effet « génération » pour les sondeurs à relativiser. S'ils sont plus à l'aise devant un texte, ils peinent avec les chiffres. « L'usage de plus en

plus répandu d'outils micro-informatiques dans la vie quotidienne (ordinateur, smartphone...) amoindrit chez les plus jeunes l'intérêt de maîtriser les règles de base du calcul », suggère l'étude. A noter aussi que la part des personnes très à l'aise face à ces exercices baisse par rapport à 2004. Enfin, des différences apparaissent selon les genres. L'avantage masculin dans les disciplines mathématiques se confirme. Près de 20% des femmes ont des résultats médiocres en calcul contre 14% des hommes.

« Direct Matin »

LANGUES  
ASSISTANCE

TRADUCTION &  
INTERPRÉTARIAT

Au service de la francophonie  
toute traduction vers le français  
à partir de 71 langues

www.langues-assistance.fr

# Et si le futur du français passait par les affaires et l'ère numérique ?

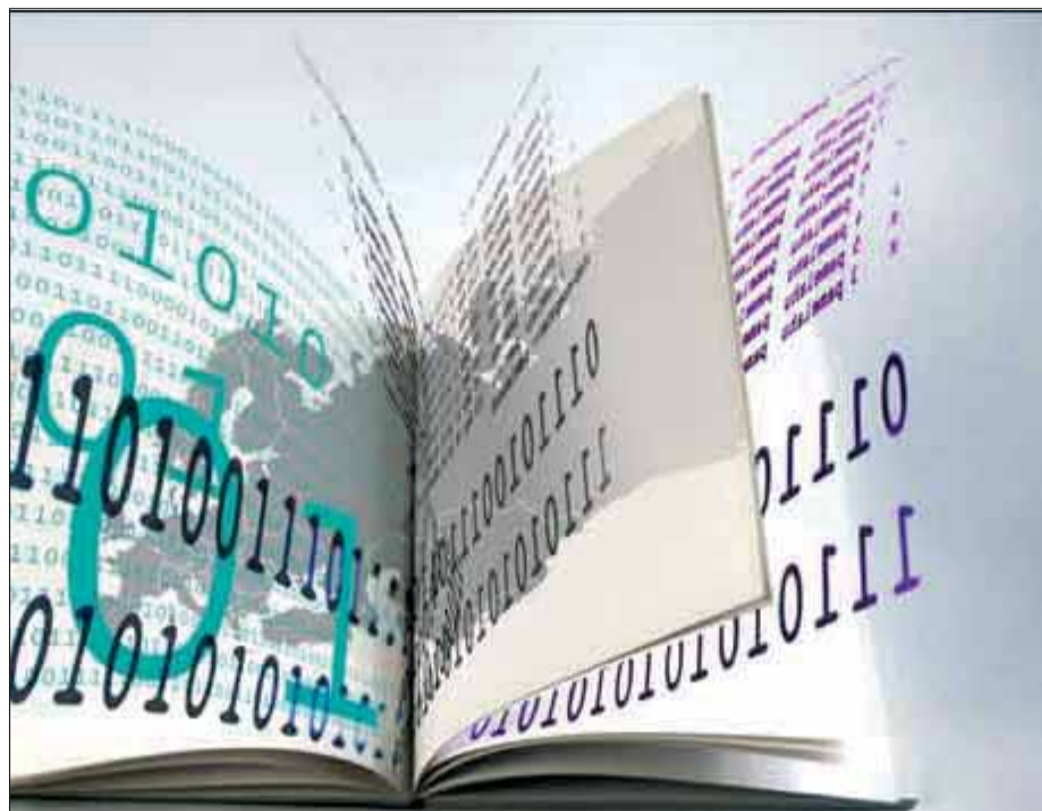
**Courriel ou mail, mot-clic ou hashtag, réseautage ou networking: le français peine à s'imposer sur l'anglais pour rendre compte des nouvelles réalités numériques et économiques, vecteurs pourtant essentiels à l'expansion de la langue de Molière au XXIe siècle.**

Est-ce un simple effet de mode ou une tendance lourde? Les francophones parviennent difficilement à créer de nouveaux mots pour décrire l'économie et les nouvelles technologies, ont regretté de nombreux experts réunis début juillet au premier Forum mondial sur la langue française à Québec.

Des pays ont francisé différents termes tricotés dans la Silicon Valley et à Wall Street, mais un lexique commun aux 220 millions de francophones demeure aux abonnés absents.

"Ce lexique commun de l'économie ou du monde des affaires n'existe toujours pas", déplore Louise Marchand, présidente de l'Office québécois de la langue française (OQLF), qui a mis en ligne son "dictionnaire terminologique" comprenant des traductions des termes récents de la finance, de la comptabilité, des nouvelles technologies, forgés dans la langue de Shakespeare.

"Cela fait partie du génie de la langue anglaise, d'être capable de créer des mots rapidement, efficacement et de faire en sorte qu'ils s'implantent. Pour créer des mots en français, il



faut vraiment procéder très rapidement. Car à partir du moment où un mot en anglais est implanté, il est difficile de le déloger", dit-elle.

Ce qui est créé et implanté au

Québec traverse difficilement l'Atlantique, pour s'imposer en Europe ou en Afrique. Et vice versa. Par exemple, qui, hormis les Québécois, utilise "pourriel" pour "spam", "baladodiffusion" pour "podcast",

"clavardage" pour "chat"?

Le français est la troisième langue la plus utilisée sur la toile et les réseaux sociaux ainsi que dans le commerce international, selon des études

citées au forum de Québec.

Malgré cela, "il existe un réel besoin de mettre en place une stratégie web 2.0 numérique et francophone. Un des premiers jalons dans cette stratégie réside dans la francisation de la terminologie numérique", estime Claude Malaisson, spécialiste des communications numériques et d'entreprises.

## Un tuyau pour l'Afrique

D'ici 2050, l'Afrique représentera 80% des quelque 700 millions de francophones dans le monde, selon les projections de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). "L'avenir de la Francophonie et de la langue française se joue en Afrique", souligne Milad Doueïhi, professeur à l'université Laval de Québec.

Dans les années 90, l'OIF avait lancé le Fonds francophone des inforoutes pour favoriser la création de sites internet en Afrique francophone.

Mais aujourd'hui, "le plus important c'est l'accès" aux infrastructures (téléphonie,

bande passante, wifi, etc.) pour faciliter la consultation, la création et la dissémination d'une production culturelle en français, estime M. Doueïhi qui plaide aussi pour la numérisation du patrimoine francophone sans attendre le géant américain Google.

Un meilleur accès à l'internet et la mise en place d'un web interactif vraiment francophone pourraient stimuler la création d'échanges entre entreprises francophones et le développement de sociétés au sud comme au nord de la Francophonie, ont plaidé des participants à Québec.

"C'est comme si nous étions les seuls au monde à douter que notre langue soit un atout fondamental de notre économie", a lancé Lionel Zinsou, influent banquier franco-béninois. Le français ne peut rester une "langue en conquête" s'il y a un "déclin relatif" de l'économie au sein des pays francophones.

**Rogério Barbosa**  
« Le Parisien »

## Comment le CSA veille au respect de la langue française dans les médias

Au Conseil supérieur de l'audiovisuel, Patrice Gélinet veille au bon usage du français et signale les incorrections linguistiques dans les différents médias audiovisuels.

Chaque mois, Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) signale les fautes de langue les plus fréquentes commises par les animateurs de télévision et de radio. Ainsi, l'utilisation mauvaise du substantif « personne », souvent accordé au masculin. Cet accord n'est pas toléré en français contemporain. L'autre erreur pointée tient à l'emploi de la locution « prêt de », qui est en réalité un mélange « hybride » (mais incorrect) de « près de », qui renvoie à une « proximité dans le temps (...) synonyme de sur le point de », et « prêt à », qui signifie « disposé à », « apprêté pour ». Les exemples les plus fréquents étant : « la situation n'est pas prête de changer », ou encore « la pluie n'est pas prête de s'arrêter ».

### Un débat avec les auditeurs

Dans un précédent communiqué, datant de juillet-août 2012, le CSA saluait l'initiative de Radio France d'ouvrir un forum pour que les usagers puissent dialoguer avec les professionnels sur l'usage

des mots, leur sens, leur évolution... » : chaque semaine, sur le site des auditeurs, un mot est proposé et ouvert au débat. Les auditeurs donnent leur avis, et la semaine suivante, des journalistes, des producteurs et des linguistes donnent des réponses.

Lorsque Patrice Gélinet a pris ses fonctions au CSA, en tant que conseiller chargé du respect de la langue française dans les médias, il s'est rapproché de l'Académie Française, du gouvernement (par le biais de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France), des associations et des professionnels des médias.

### Anglicismes fréquents

Le conseiller a relevé que les inquiétudes persistantes concernaient les anglicismes, souvent adoptés par les journalistes et animateurs du secteur audiovisuel. On dira « challenge » pour « défi », « live » pour « direct », « talk-show » pour « débat télévisé ». Patrice Gélinet explique ce phénomène par un « snobisme qui consiste à considérer que parler anglais fait plus vendre et est plus à la mode ». Il atteste qu'« une langue s'enrichit par des apports extérieurs », mais il s'interroge : « lorsqu'un mot

français équivalent existe, pourquoi ne pas l'utiliser ? ». Pour pallier ces travers, le Journal officiel publie depuis 1997 des équivalents français de termes anglophones à utilisation fréquente, consultables en ligne sur le site France Terme.

Malgré tout, Patrice Gélinet se montre optimiste : « Avec le temps, on arrive à réduire l'utilisation des anglicismes. Nous sommes indulgents parce que la nature même de la communication audiovisuelle impose souvent des directs », précise le membre du CSA, qui s'inquiète tout de même de l'impact des médias sur le public : « La radio et la télévision ont un rôle normatif. Les Français apprennent la langue presque autant à la radio et à la télévision qu'à l'école. Les journalistes, qu'ils le veuillent ou non, influencent le bon ou mauvais usage de la langue », affirme-t-il.

Le CSA envisage d'organiser un colloque sur le sujet, afin de dresser un état des lieux et de réfléchir à des solutions pour que la langue française soit mieux respectée par les professionnels de la radio et de la télévision.

**Elise Béghin-Bastoul**  
« La Croix »

**SIEGE SOCIAL**  
ZI des Colomes - 6, Rue Gustave Eiffel  
FR-95130 LE PLESSIS BOUCHARD  
Tél./Fax : +33 (0)1 34 44 81 81/82  
oasis.graphique@wanadoo.fr

# Oasis Graphique

**MAROC**

Prestations Graphiques  
8, rue Abou Backer  
Al Wahrani - Casablanca  
Tél: 212 522 63 57 70  
Fax 212 522 63 57 71  
Email:  
pggraphic@menara.ma

**ALGERIE**

CYK graphique  
Cité 1100 logts  
BT83 N02  
Dar El Beida - Alger  
Tél: 213 21 75 40 13  
Fax 213 21 75 40 13

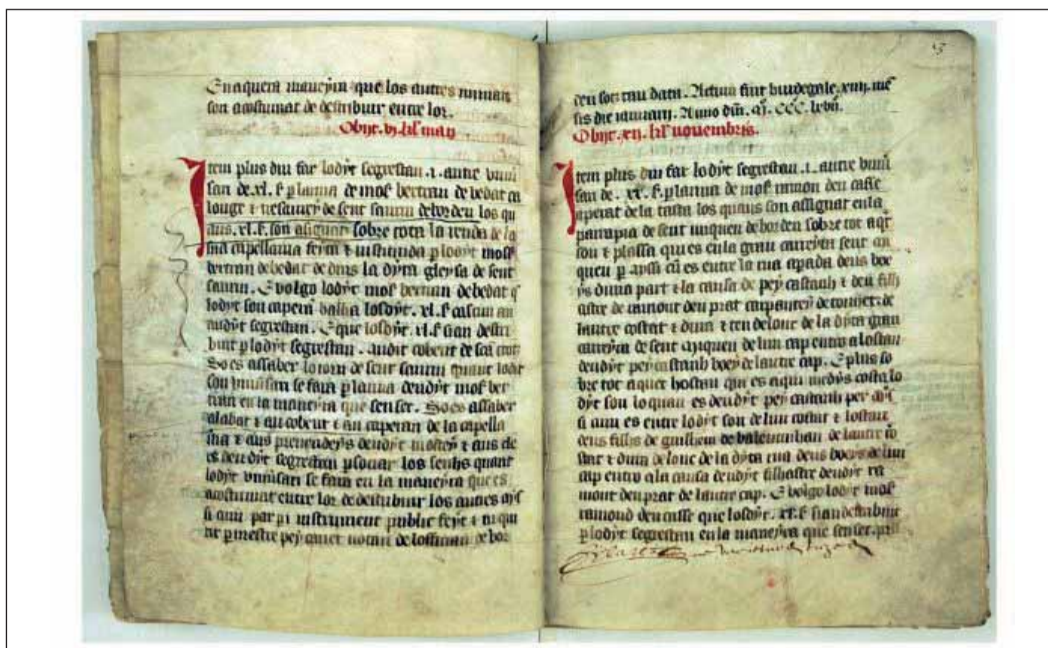
**TOUTES FOURNITURES POUR VOS IMPRESSIONS**

## Faut-il suivre le modèle québécois de défense de la langue française ?

La Loi All Good. Quand Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie français, a proposé une loi relative à l'emploi de la langue française – une loi destinée à protéger le patrimoine linguistique français menacé par l'invasion des anglicismes – l'opinion publique l'a vite raillée et surnommée la loi All Good (tout bon !).

Dans un pays où la place de la langue ne fait pas de doute, il semblait alors bien peu nécessaire et, surtout, terriblement désuet d'imposer par la loi l'emploi de certains mots français en lieu et place d'anglicismes couramment usités. D'ailleurs, certaines dispositions de la loi ont été censurées par le Conseil constitutionnel, pour lequel la liberté d'expression promise dans la Déclaration des Droits de l'Homme était contraire à l'obligation prévue dans le texte de loi d'« user de certains mots ou expressions définis par voie réglementaire sous forme d'une terminologie officielle ».

Pourtant, ce qui peut nous apparaître comme un combat archaïque ne l'est pas du tout de l'autre côté de l'Atlantique, au Québec, seule province francophone d'un Canada certes officiellement bilingue mais uniquement anglophone dans la pratique. Ilot francophone perdu dans un océan nord-amé-



ricain anglophone, les Québécois cultivent leur exception linguistique, symbole de leur différence culturelle. Ainsi, le premier gouvernement souverainiste du Québec, dans les années 1970, a instauré la Charte de la langue française connue sous le nom de Loi 101, qui fait du français « la langue de l'État et de la Loi aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires ». Il faut dire qu'à l'époque, le Québec vit une période identitaire difficile : une révo-

lution culturelle et sociale, la Révolution tranquille, dont l'étendard n'est autre que la langue française. Ce sont les anglophones qui contrôlent alors la province. « Nous, les francophones, étions souvent considérés comme incompetents », écrit par la suite Jacques Parizeau, futur Premier ministre souverainiste. 20% de la population non-francophone contrôle alors 80% des postes de cadres. Il ne fait pas bon parler français en Nouvelle-France.

Aujourd'hui, le Québec s'est quelque peu libéré du carcan

canadien – il est aujourd'hui reconnu officiellement comme une nation au sein du Canada. Cette émancipation politique est allée de pair avec une émancipation culturelle et linguistique – la place du français au Québec, protégée par la loi, n'est plus menacée.

**« La langue vecteur d'une culture a créé chez les Québécois un militantisme linguistique »**

Il n'empêche, la prise de conscience de l'importance de la langue comme vecteur d'une culture particulière a créé, chez les Québécois, un « militantisme linguistique » bien plus prégnant qu'en France, où l'on considère que la langue « va de soi » et qu'il n'est donc nul besoin d'être offensif pour la défendre.

Ainsi, à l'heure de la révolution numérique, les termes anglophones pénètrent de plus en plus dans la langue française en France quand, dans le même temps, les Québécois les traduisent : un « email » est devenu « courriel » (contraction de « courrier électronique ») et un « spam » un « pourriel ». De façon plus générale, on ne dit pas « week-end » mais « fin de semaine » et « faire du shopping » se dit « magasiner ». Plus marquant encore : leurs panneaux « Stop » sont des panneaux... « Arrêt ». Logique, non ?

Cette créativité linguistique est le reflet de la menace qui a, un temps, pesé sur la langue : si les Québécois laissent le monopole des mots nouveaux à l'anglais – s'ils ne sont pas traduits au fur et à mesure qu'ils apparaissent – le français risque de disparaître.

Les Français ont tendance à se moquer – toujours gentiment, certes ! – de l'accent québécois, mais il est pourtant clair que ce sont ces derniers qui, aujourd'hui, sont en première ligne dans la défense de la langue qu'ils partagent !

Nonfiction.fr

## Dérives, abus, et autres écarts de langage

*Dans la presse écrite comme dans l'audiovisuel, la langue française est de plus en plus malmenée. Et si commençait par bannir quelques habitudes aberrantes ?*

À u commencement était le verbe. Faut-il rappeler une énième fois qu'on n'initie pas quelque chose, comme on l'entend trois fois par jour, mais quelqu'un (à quelque chose) ? Comment stopper l'invasion de « pointer » dans le sens de montrer, désigner ? A la rigueur, on pointe du doigt ; seuls pointent les ouvriers en usine, et les boulistes. Quant au « cliver » très à la mode, qui sait que c'est un terme de géologie ?

Comment faire la chasse aux faux verbes dérivés, genre « solutionner » à la place du français « résoudre » ? Même dans les mails du SFCC, on parle de « candidater » au lieu de postuler. Combien de critiques se vantent indûment de chroniquer ou de rubriquer ! Et combien de publicitaires estiment qu'il faut « impacter » (toucher, ou convaincre) avec un slogan « impactant » (efficace, qui fonctionne).

Je ne dis rien de l'énervant « supporter » (de l'anglais to support) dans le sens de « soutenir » : un contresens total, courant chez les sportifs. Ajoutons-lui « targetter », synonyme ridicule de « prendre pour cible ».

Dans les années 60, j'étais le premier à railler Etienne et sa dénonciation du « franglais ». Mais qui eût cru que nous allions tomber aussi bas ? Les contaminations anglo-américaines sont monnaie courante. On accepte l'épouvantable « caster » (pour : attribuer un rôle)... On sait bien que c'est de l'humour (sur le mode du « j'te love » des SMS), ou quand on intitule un film *Tucker et Dale fightent le mal*. Par contre, on parle sans complexe du nombre de « copies » d'un livre (exemplaire doit être trop long !). Et on doit se battre pour qu'à la SIC on évite la « short list » (présélection) et la « top list » (sélection).

On en arrive à des sommets, surtout dans les « talk shows » (débat) télévisés. L'autre soir, je le jure, j'ai entendu la bédéaste Pénélope Bagieu, charmante au demeurant, se demander « pourquoi marke-

ter ça de manière un peu trendy et rigolote ? » (sic). Si marketer signifie vendre, il faut préciser que trendy veut dire « à la mode ». On comprend mieux.

Au rayons des emplois impropres, j'en profite pour stigmatiser un terme vachement trendy : le « retour » qui se substitue aujourd'hui à la « réponse ». Contrairement à Rina Ketty chantant dans J'attendrai... (ton retour), inoubliable tube de 1937, le retour qu'on attend en fin de courriel n'est plus, sachez-le sans illusion, que votre réponse.

Mais quel est le verbe passe-partout, employé à toutes les sauces, plus omniprésent que le verbe « faire » ? Qui l'a remarqué ? C'est « porter ». Tout se porte, de nos jours. Il ne se passe pas cinq minutes de radio ou de télé sans qu'il nous porte un coup dans les tympans.

Il veut tout dire. En politique, on porte ses idées, son programme, ses convictions, son message, ses valeurs, son électoral, ou bien « la voix de la France ». Mais le cinéaste porte un scénario, la critique littéraire avoue avoir été « portée par ce livre », le critique de cinéma certifie que « ce film est porté par ses acteurs » (le tout dans la même émission : Ça balance à Paris) mais il se peut aussi que « les comédiens portent le récit » (site Filmoline). Lors de la Journée de la Femme, certaines portent un appel, toutes portent cette journée (France Inter). Ailleurs, on « porte le financement d'un projet » (le financement serait trop simple). Ecoutez bien ! Maintenant que je vous l'ai dit, vous allez l'entendre... A tout bout de champ... jusqu'à l'écoeurement ! Portez-vous bien malgré tout.

**Gérard Lenne « La Lettre du Syndicat français de la critique de cinéma »**



**« On est de la seule patrie de sa langue. J'écris en français, je suis de France. »**

Yasmina Reza

annuaires catalogues

brochures

dépliants

...

Pour l'impression et la fabrication de tous vos supports promotionnels, **FAITES CONFIANCE AU SPECIALISTE**

Imprimeur rotativiste depuis 1971, Rockson met tout son savoir-faire au service de vos imprimés. Idéalement situé près de Marseille, son site de production s'étend sur 15.000 m<sup>2</sup>. **Rotatives 16, 24 et 80 pages** constituent son parc machines. Soucieux de vous apporter un service complet, nous pouvons nous charger de gérer pour vous la logistique et l'affrètement.



Tél. 04.42.87.64.64

3858, Route Départementale 113 B.P. 70050 13655 ROGNAC CEDEX - FRANCE  
Tél. 04 42 87 64 64 - Fax. 04 42 87 32 18 - mail@rockson.fr - www.imprimerierockson.fr  
L'IMPRIMERIE ROCKSON EST CERTIFIEE ISO 9001-2008 | FSC | PEFC

# « Cette sensualité que nous avons perdue »

Avec "Le livre des métaphores", l'académicien Marc Fumaroli, professeur au Collège de France, se promène dans les expressions françaises comme dans un cabinet de curiosités.

**Le Point : Pourquoi avez-vous décidé, un jour, de fabriquer une encyclopédie des métaphores ?**

Marc Fumaroli : D'abord, parce que les métaphores m'intriguent depuis toujours. Et, de façon plus anecdotique, parce que, me promenant en Inde avec mes amis d'Ormesson, nous avons été frappés par le nombre ahurissant de tournures que nous employions au fil de nos conversations, et ces tournures, ces chevilles, ces métaphores semblaient arriver jusqu'à nous depuis le fond des âges... Tout a donc commencé comme un jeu : nous avons fait des listes comme on collectionne des papillons, et puis j'ai continué pendant des années. J'étais fasciné par cette "charrue qu'on met devant les boeufs", par cette manière - assez géniale - de "prendre ses jambes à son cou", et ainsi de suite...

**Chaque année, des "archéologues" de la langue publient des recueils d'expressions. De Duneton à Pivot, ça ne manque pas...**

Ces ouvrages sont excellents, et le classique du genre est, à mon sens, celui d'Alain Rey. Cela dit, les métaphores y sont classées selon un ordre alphabétique alors que, pour ma part, j'ai préféré les ranger sous des rubriques plus "matérielles" - d'autant que les lexiques de la chasse, de la marine, de l'agriculture, de l'artisanat sont de grands gisements d'expressions savoureuses. Ainsi, me semble-t-il,



Le livre des métaphores de Marc Fumaroli (Robert Laffont Bouquins, 1120 pages, 30 euros).

on perçoit mieux le monde vivant et sensuel - un monde que nous avons perdu - dont elles portent témoignage.

**Les métaphores sont des moyens de transport...**

...conformément à leur étymologie. Aujourd'hui encore, en Grèce, un camion se dit métaphoré. Alors, à mon tour, je suis monté dans ce camion pour voyager dans le paysage et la mémoire de la langue... Ce qui est amusant, dans ce voyage, ce sont surtout les

carrefours, les bifurcations de sens que je me suis plu à illustrer de citations tirées aussi bien de La Fontaine ou des classiques que d'un article de Libération, d'une réplique de Tintin ou d'une chanson de Serge Gainsbourg. Ces expressions, voyez-vous, vivent depuis des siècles. Elles ont été congelées dans notre langue et elles ressuscitent à leur guise...

**Avez-vous fait des découvertes inattendues ?**

Dans ce genre d'entreprise, on

en fait sans cesse ! Saviez-vous que le "baldaquin" vient de Bagdad et que la "mousseline" vient de Mossoul ? En général, notre époque a perdu le contact avec l'univers d'où ces métaphores ont jailli : "Aller de conserve", par exemple, renvoie au navire, dit "conserve" qui, dans une flottille, escorte le navire amiral.

**Vous souvenez-vous de la première métaphore que vous avez rencontrée ?**

Je crois bien que c'était "Les

## EXTRAITS :

**RIPAILLE** - Faire ripaille. Amédée VIII de Savoie devient veuf à 56 ans. Il remet ses États à son fils aîné en 1439 et se retire à Ripaille, près de Thonon-les-Bains, prieuré isolé de l'ordre de Saint-Maurice, dont il prend l'habit. Au sens propre, ce moine royal s'y nourrit, au lieu de "racines" et d'eau claire, de "viandes fort exquises et de vin très délicieux (...)" faire ripaille, pour dire faire gaude chère et mener vie de gouillafrre, ou de goulu" (Fleury de Bellingen, L'étymologie ou explication des proverbes français, 1656).

**ROULEAU** - Être au bout du rouleau, de son rouleau. Le "rouleau", anciennement le "rollet", c'est le volume (volumen) au sens antique, enroulé et non feuilleté comme le livre moderne. Une croyance universellement répandue veut que les destins réservés à chacun soient inscrits à l'avance sur un rouleau. Les musulmans disent d'un événement imprévu et désastreux : "C'était écrit." "Être au bout de son rouleau", c'est parvenir au moment où, toutes les chances de réussite ayant été épuisées, il ne reste plus à attendre que l'impuissance et l'échec. Dans un sens moins fataliste, c'est avoir épuisé tous ses arguments, toutes ses ressources, et se retrouver désarmé.

"Après cela, elle n'a plus grand-chose à dire et, quand elle a promis une robe de byssus teint deux fois et une union de perles d'égale grosseur, elle est au bout de son rouleau" (Théophile Gautier, Mademoiselle de Maupin, chapitre IX, 1835).

bras m'en tombent"... Cette image m'a toujours ravi.

La Fontaine et Rabelais sont, bien entendu, d'exceptionnels pourvoyeurs d'expressions. Mais c'est le français, la langue française qui, touillée par les siècles, et d'elle-même, n'en finit pas d'inventer.

**Avez-vous le sentiment que ce langage charnel, né au contact des actes et des métiers, de la vie et de l'innocence, s'éloigne désormais de nous ?**

C'est évident ! Notre rapport au monde est de plus en plus médiatisé par une technologie, certes magnifique, mais qui a pour effet de "cérébraliser" notre façon de le percevoir et de nommer.

Nos sens sont désormais atrophiés : nous perdons le tact, le goût, et les expressions ce nous employons enregistrent cette évolution. C'est pour cela que notre langue sera de moins en moins enchantée. C'est ainsi.

Propos recueillis par Jean-Paul Enthoven

## Mes accents préférés

**L'accent thaï.** La voix se love autour du mot. Les syllabes s'allongent comme des jambes. Il y a un chant d'oiseau à chaque fin de phrase, c'est celui qui accompagne le sourire. L'accent thaï est posé sur les syllabes comme un air de musique traditionnelle, ces airs sur lesquels on danse avec les mains. On s'endort volontiers à côté de lui, surtout après la cinquième bière Singha. Il y a des cigales dans ce crépitement adorable de sons, bien qu'il ne soit pas l'accent provençal. Les Thaïs ne disent pas kópoun klap (ou kaa, quand ce sont des filles) mais kópouououour klaaap (ou kaaaa). On a l'impression qu'ils s'allongent sur leurs phrases pour y faire une sieste bien méritée, vu la chaleur. Et l'humidité. Et la soirée de la veille.

**L'accent serbe.** C'est le même que celui de ma mère croate, avec quelque chose de plus sombre, de plus guttural. Il a habité mon enfance dans une ville désormais écologiste : Montreuil-sous-Bois. L'accent serbe a quelque chose de tendre et de coupant. C'est à la fois le steak et le couteau. Il est sorti de l'Empire ottoman à la force de ses "r" roulés. C'est un air grave et un peu dansant. L'idéal, c'est d'être endormi par un accent thaï et d'être réveillé par un accent serbe.

**L'accent congolais.** En Serbie, on dirait que mon prénom n'a plus qu'une syllabe, le rick de Patrick, tellement le "r" a de pieds : Patrrrrrick. En Thaïlande, où le "r" est transformé en "l" et où, à la dernière

syllabe, on a une espèce de syndrome érectile, ça devient Patlllllllck. À Brazzaville - dite naguère la Verte -, c'est Patlck. Comme sympathique. Ou antipathique. L'accent congolais peut être abrupt même dans sa douceur rêveuse et menacée. Il accompagne de longs développements verbaux d'une poésie étrange et familière. Le Blanc est appelé au Congo le coupeur de parole, parce qu'il ne sait pas écouter pendant plusieurs heures en se taisant ces hommes et ces femmes dont l'accent est comme une mer portant une armada de récits, de contes, de mythes et de discours.

**L'accent niçois.** C'est l'accent provençal avec moins de poissons dans la bouillabaisse, moins d'ail dans l'aïoli. Il a été travaillé au corps des mots par les réfugiés savoyards, gascons, ch'tis et corses qui sont tombés amoureux de Nice et y ont déposé leurs sons et leurs chansons. Il change à toutes les heures du jour comme la mer devant la Promenade des Anglais : épicé le matin, frais à midi, suave le soir. Il est un peu masqué, par discrétion, timidité, bonne éducation. Il faut le chercher dans la nuit et le surprendre au lit.

**L'accent allemand.** Comme je l'ai aimé, celui-là, d'août 1978 à juillet 1979, pendant mon service militaire chez les spa-



his. L'étranger, déjà. Comme Proust, j'ai adoré la caserne - le seul endroit où il n'a jamais eu de crise d'asthme. La voix tire au but sur les mots. Les idées s'enchaînent avec de vraies chaînes. J'aime ce lent déroulement de sons gras. Il me rappelle tant de doux moments dans les forêts et les boîtes de nuit du Palatinat qui étaient aussi des forêts.

**L'accent suédois.** Mon préféré : celui de la famille suédoise de mon épouse. Clair comme le ciel de Botnie à 3 heures du matin au mois de juin. Gai comme le début d'une chanson d'Abba. J'entends le yoho qui exprime tout : bonjour, au revoir, ça va ?, allons-y ! Il est blond comme une blonde "où le soleil passe" (Giraudoux)

Patrick Besson  
« Le Point »

## Le français maltraité

**Ce n'est pas parce qu'il y a aujourd'hui dix-neuf dames ministres que la langue française doit être soumise au caprice des gouvernants...**

Lionel Jospin avait cru bon de prendre un décret sur la féminisation des noms de métier ou de fonction. Mais il avait oublié qu'aucun texte de loi n'autorise le gouvernement à légiférer sur la langue ; en outre, les personnes par qui il a fait rédiger ce décret n'avaient pas la moindre connaissance des mécanismes de la langue française. Les noms désignant des fonctions sont des mots neutres ayant, comme la plupart des mots neutres, la forme du masculin (ou genre non marqué) et pas de forme féminine. Si bien que M. Jospin a décrété que les mots en « eur » auraient tous un féminin en « euse », alors que le féminin des mots en « eur se forme habituellement en « euse » (habilleur-habilleuse, laveur-laveuse), parfois en « esse » ou en « orresse » : docteur-doctoresse, défenseur-défenderesse. Les organes de presse n'ont donc pas à se soumettre à cet oukase et il est regrettable que des articles soient parsemés de « professeuse », « auteure », et autres « procureure ». L'Académie française, seule compétente, l'a bien précisé : « Les termes chercheuse, professeuse, auteure, par exemple, ne sont aucunement justifiés linguistiquement car les masculins en -eur font, en français, leur féminin en -euse ou en -trice (les rares exceptions comme prieure ou supérieure proviennent de comparatifs latins dont les formes féminines et masculines sont semblables). »

Marie Chazelas  
« Valeurs actuelles »

The Biofore Company



## Nous sommes à la pointe

Du point de vue technologique et environnemental, UPM est à la pointe. A travers le monde, nos usines produisent les papiers qui répondent aux exigences les plus élevées de la communication écrite. Chaque jour, nous donnons le meilleur de nous-mêmes.

[www.upm-kymmene.fr](http://www.upm-kymmene.fr)

## Hommage à Georges Gros

Le président Abdou Diouf, Secrétaire général de l'OIF, en présence de son Conseiller spécial Ousmane Paye, a remis à Georges Gros la Médaille Senghor pour son engagement pendant plus de 40 années en faveur de la Francophonie et de ses actions permanentes afin de développer la solidarité professionnelle entre le Nord et le Sud.

Le président Abdou Diouf a

rappelé que le projet humaniste de Senghor oriente "nos actes et nos jours, justifie notre action et nos efforts au service de la diversité culturelle et linguistique, anime notre combat pour un monde toujours à construire où la paix entre les peuples passe par la reconnaissance de leurs cultures spécifiques, par le respect de leurs valeurs identitaires et par la mise en partage de leurs créations spirituelles et esthétiques,



M. Abdou Diouf et Ousmane Paye remettant la médaille Senghor à Georges Gros

## Les Diables au thym, simplement exquis

*Un restaurant d'un niveau gastronomique et pourtant un lieu chaleureux et jamais guindé...*

A côté de la cité Bergère à Paris se trouve, bien à l'abri des modes qui se démodent et des snobismes qui agacent, un trésor de la gastronomie française, une cuisine à la fois sincère, simple, sans chichis mais avec tout de même le raffinement nécessaire à des papilles éduquées ! Eric Lassauce ne se promène pas aux quatre coins du monde, son monde il le domine tous les jours, c'est sa cuisine, il est là pour veiller à tout et surtout aux assiettes. Sa clientèle fidèle l'a bien compris et il vaut mieux réserver, que ce soit au déjeuner ou au dîner. Il propose selon la saison une cuisine de terroir revisité, très personnelle, donnant la part belle aux légumes qu'il associe et assaisonne avec une inventivité qui ne dérouté jamais le palais mais l'émerveille. Menu à 35 euros avec entrée, plat et dessert, ou 28 euros à midi entrée plat ou plat dessert.



Restaurant Les diables au thym,  
35 rue Bergère 75009 Paris

Tél : 01 47 70 77 09 Ouvert du lundi au vendredi et le samedi soir.  
Fermé dimanche et jours fériés.

# ESJ PARIS

## ECOLE SUPERIEURE DE JOURNALISME

Établissement privé d'enseignement supérieur depuis 1899

### Programmes 2013-2014

#### Cycle classique en deux ans

Admission à Bac +2/3  
Niveau de sortie : mastère 1, niveau II  
Journalisme tous médias  
Année préparatoire avec admission au Bac

#### Cycle d'enseignement à distance

Presse écrite  
Niveau ESJ2 et ESJ3 + mastères

#### Echanges universitaires

Griffith College Dublin  
American University, Washington DC  
John Cabot University, Rome  
Universidad San Pablo, Madrid

#### Masters de journalisme spécialisés

Journalisme TV/JRI  
Investigation et documentaire  
Presse féminine  
Journalisme intensif tous médias  
Journalisme de sport  
Consultants médias en sports

#### Formations à l'étranger

**Rabat** : du Bac à Bac+4  
Tunis : niveau mastère tous médias en un an  
Alger : niveau mastère, sports en un an  
Bruxelles : correspondant de presse en un an  
Dubai : master TV en un an (arabe)

Diplôme certifié par l'État au niveau II

[www.esj-paris.com](http://www.esj-paris.com) | [contact@esj-paris.com](mailto:contact@esj-paris.com)

la gazette

Journal bimestriel  
Direction & Rédaction  
3 place de la Coupole  
BP 98  
94223 Charenton cedex  
Télécopie 01 43 53 41 80  
[ffa.org@orange.fr](http://ffa.org@orange.fr)

#### Rédaction

Rédacteurs en chef  
Georges Gros  
Serge Hirel  
Jean-Claude Crépeau

**Chef des informations**  
Pascale Bilger

#### Ont collaboré à ce numéro

Philippe Bilger, Macaire Dagry, Luc Rigouzzo, Amer Oumalou, Anicet Georges Dologuele, Marc Touati, Eric Ciotti, Alain Jeannet, Jean-Claude Cartier, Martine Jacot, Rogerio Barbosa, Elise Béghin-Bastoul, Gérard Lenne, Yasmina Reza, Jean-Paul Enthoven, Patrick Besson, Marie Chazelas, Alain Rousse, Isabelle Gratiant, Georges de Villerville, Antoine Lasserre, Jean Daniel

#### Maquette

David Akkaoui

#### Technique

La Gazette est réalisée avec le concours de Patrick Convercey, Président de la Confrérie des Compagnons de Gutenberg

#### Directeur technique

Bady Chebab

#### Rédacteur en chef technique

Jean Valion

#### Impression

Imprimerie ROCKSON  
3858, route départementale 113  
BP 7050 13655 ROGNAC cedex

#### Diffusion

Jean-Claude Cartier  
Abonnement annuel 40 €

#### Publicité

Au journal

ALGERIE : Agence ANEP  
Tél : 02 73 71 28

#### Editeur

La Gazette est éditée par l'association Les Amis de la Gazette  
Siège social : Ecole supérieure de journalisme de Paris  
107 rue de Tolbiac - 75013

#### Administrateurs

Georges Gros (président), Patrick Convercey (vice-président), Jacques Bassière et Jean-Loup Roussel (trésoriers), Jean Valion et Arnaud Danloux-Dumesnils (secrétaires), Stève Gentili, Guillaume Jobin, Amer Oumalou

#### Papier

La Gazette est imprimée sur papier recyclé à 100% de qualité UPM Brite 72. Produit à l'usine de La Chapelle Darblay (groupe UPM Kymmene)

#### Commission paritaire

N° 0909 G 85883  
ISSN 0398-9887



# Notre métier selon Camus

*Les "quatre commandements du journaliste" étaient, à ses yeux, la lucidité, le refus, l'obstination et l'ironie. On pourrait y ajouter la résistance à l'air du temps.*

Je n'en reviens pas. Il n'était donc pas suffisant que François Hollande prît le risque de confier que "le Mythe de Sisyphe" était son livre de chevet ! Il aura fallu que, le même jour, le plus prestigieux de nos quotidiens nationaux, "Le Monde", considère comme l'événement le plus important à mettre à sa une la découverte de quelques propos du même auteur.

On était à mille lieues de penser qu'Albert Camus pût avoir, à cette place-là, le privilège d'un magnifique portrait. Et encore moins que les propos de lui qui justifiaient cet hommage concerneraient les devoirs du journaliste, les obligations de notre métier.

Il y a dans ma surprise, je l'avoue, un mélange de fierté et de gratitude. J'ai été en effet de ceux que l'on égratignait volontiers pour leur dévotion à l'auteur de "l'Etranger".

La progression de l'audience de cet écrivain, si longtemps jugé mineur, est à proprement parler stupéfiante, autant en France que dans le monde. Et nous autres anciens et premiers combattants de cette ferveur sommes même largement dépassés par la vague de cette nouvelle notoriété. Il y a à désormais en France, heureusement, l'irremplaçable "Dictionnaire Albert Camus" de Jean-Yves Guérin. Il y a aussi, comme institution permanente, le bulletin de la Société des Etudes camusiennes, où Agnès Spiquel a pris le relais de la merveilleuse et défunte Jacqueline Lévi-Valensi.

Puisque je me suis permis de m'inclure au nombre de ceux qui ont toujours placé Camus parmi les grands, je voudrais être plus précis. Nous avons parié que l'époque de la valse des valeurs et de la confusion des idéologies aurait besoin d'un écrivain qui, comme Camus, deviendrait le penseur d'une éthique de la modernité. Or ce mélange d'ombre et de soleil, de raison et d'absurdité, d'ambiguïtés tranquilles et de cohérences incertaines, de nihilisme et de mesure, on pouvait en trouver l'expression à la fois incandescente et dominée dans l'oeuvre de Camus.

## Comment résister à l'air du temps

Ce n'est pas le propos des révélations du "Monde" mais c'est pourtant là que je veux en venir. Car il s'agit des rapports de Camus avec le journalisme et même des conseils qu'il donne aux journalistes. Or j'avais fait de cette question, en 2006, le propos d'un livre, "Avec Camus", dont le sous-titre était : "Comment résister à l'air du temps" (1). J'entendais partager avec le lecteur le profit que j'avais tiré des très nombreuses conversations que j'avais eues avec Camus sur notre métier com-



mun.

Je n'ignorais pas que, pour ce qui était des débuts de Camus dans le journalisme en Algérie, Pascal Pia avait dit l'essentiel. Je savais que, pour la période de "Combat", après la Libération, un romancier, Roger Grenier, avait dit avec talent tout ce qu'il convenait de savoir. Je voulais, pour ma part, relater mes conversations avec Camus durant la période où il a parrainé une revue que je dirigeais, "Caliban" (1947-1952), et surtout pendant la guerre d'Algérie, à "l'Express" de Servan-Schreiber.

C'est au temps de "Caliban", dans une lettre qu'il m'avait adressée et que "le Monde" cite, que Camus se montrait le plus précis : il écrivait que notre métier, le journalisme, était "le plus beau du monde" mais à la condition qu'il fût pratiqué avec le respect d'un certain nombre d'obligations. Il soulignait que le journalisme n'était pas maudit ou mauvais en lui-même mais que certaines pratiques le pervertissaient.

## L'ironie, absente de ses écrits journalistiques

Ce qu'il y a de nouveau, dans les révélations du "Monde", c'est l'introduction de l'ironie parmi les "quatre commandements du journaliste" selon Camus, les trois autres étant la lucidité, le refus et l'obstination. Et Mme Macha Séry croit pouvoir dire que ces quatre commandements "traversent son oeuvre romanesque et structurent sa réflexion philosophique".

Camus serait-il allé jusque-là ? Si je vois l'ironie exploser dans son oeuvre, depuis "Caligula" jusqu'à "la Chute" et même dans tous les "Carnets", il m'est plus diffi-

cile d'en trouver des traces dans les textes journalistiques, sauf lorsqu'il s'agit de triompher de la censure. A partir de "Combat", je cherche en vain

une réelle nuance d'ironie dans les fameux éditoriaux, dans les polémiques avec d'Astier de La Vigerie et André Breton, ou dans ses autres articles.

Comme écrivain, Camus a illustré la pratique souterraine de l'ironie presque autant qu'un Rabelais ou un Kafka, ou aujourd'hui un Kundera. Ce

n'était pas le cas, en revanche, dès qu'il s'agissait de réagir sur l'événement ou contre les idées d'un adversaire.

J'irai jusqu'à prendre la responsabilité d'une interprétation différente et nullement explicite chez Camus. Au temps des combats pour l'homme révolté et contre l'homme stalinien, comme au temps de la tragédie de cette Algérie qui lui collait à la peau, il n'y avait pas de place pour la fameuse et précise ironie camusienne - en gros, celle qui va de Beaumarchais à Jankélévitch. Partout, au contraire, c'est le pathétique qui domine. J'irai même jusqu'à puiser dans mes souvenirs des remarques amères que je l'ai entendu faire sur cette forme d'humour tous azimuts qui nourrit le nihilisme des temps modernes. Il y a un risque à avancer que ce que l'on appelle aujourd'hui l'ironie correspond à l'un des "quatre commandements" d'Albert Camus.

Jean Daniel  
« Le Nouvel Observateur »



Forum Francophone  
des Affaires

**LE PREMIER RÉSEAU  
INTERNATIONAL  
D'ENTREPRISES  
QUI VOUS ACCOMPAGNE  
EN FRANÇAIS  
DANS LE MONDE**

L'organisation économique officielle du Sommet  
des chefs d'État et de gouvernement francophones

[www.ffa-int.org](http://www.ffa-int.org)

Forum Francophone des Affaires  
3, place de la Coupole BP 98  
94223 Charenton cedex - France

Tél. : + 33 (0) 1 43 96 26 06  
Télécopie : + 33 (0) 1 43 53 41 80  
Courriel : [contact@ffa-int.org](mailto:contact@ffa-int.org)